

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.

£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00

Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS

Abonnement annuel : 28 F - 280 FM - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM

Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

Imprimerie spéciale

le prolétaire
bimensuel
parti communiste international (programme communiste)

Postiers en lutte

**La grève de janvier février 1978
à Créteil et dans les centres de tri**

Sommaire

Les principales dates.....	2
Introduction.....	3
I. LES CONDITIONS DE LA LUTTE REVENDICATIVE DANS LES P.T.T.....	5
II. CRÉTEIL-CJA : UN EXEMPLE DE CONSTRUCTION PATIENTE D'UN MOUVEMENT DE CLASSE ORGANISÉ	
1. Le milieu et les forces en présence sur le terrain revendicatif.....	14
2. Le sens du travail d'organisation effectué et la contribution du Parti.....	18
3. Quelques épisodes significatifs qui ont servi à forger l'organisation.....	25
III. TROIS MOIS DE LUTTE POUR LA DÉFENSE DES VACATAIRES	
1. Deux mois de difficile préparation d'un mouvement (nov.-déc.77).....	37
2. Les luttes du début de l'année (janv.-fév.78).....	44
3. La reprise et l'après-grève.....	55
IV. LE COMBAT ENTRE LES DEUX MÉTHODES : LE RÉFORMISME ET LA LUTTE DE CLASSE	
1. La bataille dans la CFDT.....	59
2. La bataille dans la CGT.....	61
3. La question de la coordination des luttes dans les P.T.T.....	69

le prolétaire
bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Abonnement annuel : 40 F
Pli fermé : 60 F

Correspondance : 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris.
Suppl. au n° 264 du "Prolétaire". Directeur : Gambini.

LES PRINCIPALES DATES DE LA LUTTE DES POSTIERS
DE CRETEIL (NOV 77 - FEV 78)

- jeudi 27 oct 77 licenciement de François Llamas, quinze jours après son embauche
- jeudi 3 nov 77 grève de 24 heures contre le licenciement de Llamas et contre la répression
- vend. 30 déc 77 procès en référé intenté par l'administration à Llamas
- vend. 27 jan 78 convocation de Llamas au commissariat, occupation de la direction départementale des PTT, déclenchement de la grève et occupation du centre de tri
- vend. 3 fév 78 intervention des CRS au centre et début du mouvement de solidarité dans la région parisienne et en province, sans attendre la journée d'action prévue le 9 février par les bonzes syndicaux
- lundi 6 fév 78 manifestation des postiers à Paris et début du reflux du mouvement
- merc. 8 fév 78 les postiers de Créteil décident de reprendre le travail le dimanche 12
- sam. 11 fév 78 gala de solidarité à Créteil. Fin de la grève.

CAMARADES POSTIERS !

Vous qui êtes d'accord avec les positions défendues par cette brochure, vous qui voulez simplement en discuter et vous qui, même sans partager entièrement ces positions, désirez faciliter l'échange des informations entre les postiers des différents centres et services venez aux

**PERMANENCES DU GROUPE SYNDICAL PTT
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**

Un mercredi sur deux de 15h à 17h, à partir du 12 avril, au 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy, Paris 13^o)

Pour toute correspondance: 20 rue Jean Bouton 75012 Paris

Introduction

Si nous consacrons une brochure à la lutte des postiers de Créteil, ce n'est pas parce que le mouvement aurait trouvé une quelconque recette qui permettrait de vaincre dans la lutte difficile contre les licenciements. Ce n'est pas non plus à cause de l'apparente - mais trompeuse - unanimité qu'a revêtu la lutte à Créteil. En effet, le rapport de forces général a permis aux bureaucraties syndicales de ne pas contrer ouvertement le mouvement sur place ; plus subtilement, elles l'ont paralysé en sabotant l'indispensable extension qui aurait rendu possible une grande bataille avec l'administration dans laquelle elles auraient alors été forcées de prendre directement parti.

Mais malgré toutes ses limitations, la lutte des postiers de Créteil livre des leçons qui dépassent largement le cadre non seulement du centre de tri mais même des postes, et prend une valeur d'exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière.

D'abord par le fait qu'elle a réalisé l'unité de toutes les catégories de travailleurs autour de la défense de la catégorie la plus défavorisée, celle des vacataires, dont la lutte contre le licenciement de François Llamas est devenu un symbole vraiment populaire dans les PTT.

Ensuite parce qu'elle a revendiqué avec énergie la méthode de la lutte directe, et, avant tout, la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, révélant d'un coup que toutes les lois antigrèves mises en place par la bourgeoisie ne servent que parce que l'opportuniste syndical les respecte.

Encore parce que, pour ces deux raisons, elle a suscité un magnifique élan d'enthousiasme et de solidarité, même si, trahi par les bureaucraties syndicales, cet élan devait vite s'épuiser.

Enfin, et c'est la véritable raison d'être de cette brochure, parce que tout cela n'aurait pas été possible sans le travail patient, assidu, de préparation de la lutte, qui a également permis à la grève du début de l'année de renforcer encore l'organisation des postiers et de préparer le terrain des luttes plus vastes de demain.

Dans le mouvement présent, toutes les forces en présence ont testé la volonté de l'adversaire et poussé la lutte à la limite de l'affrontement. La lutte a été somme toute contenue ; mais même ainsi, que d'étincelles classistes cette escarmouche n'a-t-elle pas fait jaillir ! C'est le gage que demain, lorsque viendront les vraies batailles, la lutte prolétarienne tiendra ses promesses.

Avril 1978

I. Les conditions de la lutte revendicative dans les PTT

UNE ENTREPRISE CAPITALISTE

Contrairement à toute l'idéologie réformiste qui donne l'image idéale d'un "secteur public" dégagé de toute course au profit et à la rentabilité maximum, il nous suffira de dire qu'en 1974, les PTT, qui exploitent 373.000 employés, étaient la première entreprise française par le chiffre d'affaires, et par les bénéfices réalisés : cela suffit pour mettre en pièces le mensonge qui consiste à considérer cette entreprise comme ayant une finalité foncièrement différente de celle des autres entreprises capitalistes.

C'est aux lois toutes bourgeoises du marché, de la recherche d'un taux de profit élevé qu'obéit la gestion de cette entreprise.

Les PTT sont en gros divisées en trois grands secteurs d'activité : la poste, les télécommunications et le secteur financier.

Si le secteur postal ne permet pratiquement pas à l'entreprise de réaliser des bénéfices conséquents, le secteur financier, et surtout la branche des télécommunications lui permettent d'accumuler un capital très important. L'Etat peut ainsi disposer de fonds importants pour offrir des marchés très florissants par exemple aux trusts de l'informatique, ou encore pour allouer des crédits à ces trusts à un taux dérisoire par le biais de la Caisse des dépôts et consignations.

Cette différence de rentabilité entre ces trois secteurs a comme premier effet évident de se traduire par une différence de situation entre les employés de ces branches.

Les employés des télécoms ou des services commerciaux sont gratifiés de quelques miettes substantielles, et c'est naturellement dans cette "aristocratie" que l'idéologie réformiste de défense du service public est la plus ancrée.

En revanche, les agents du service postal sont de loin les plus défavorisés. C'est essentiellement des luttes de cette catégorie que nous parlerons dans cette brochure et plus spécialement de celles menées dans les centres de tri et bureaux-gare de la région parisienne en direction desquels notre parti mène depuis près de deux ans un travail syndical régulier.

LES CENTRES DE TRI

Avant la grève de 74, les centres de tri parisiens étaient essentiellement d'immenses usines dépassant la plupart les 2.000 employés. C'est dans les centres de tri que les conditions de vie et de travail des agents des PTT sont les plus proches de celles des prolétaires d'industrie. Les salaires sont très bas, comme d'ailleurs dans l'ensemble du secteur postal (58% des titulaires touchent moins de 2500 F par mois, 14% des titulaires et l'ensemble des auxiliaires parviennent juste à 2000 F par mois !). A cette précarité de la situation financière s'ajoutent dans les bureaux-gares des conditions de travail particulièrement abrutissantes et pénibles (poussière, bruit, robotisation, etc.).

De plus, ces conditions de travail sont largement aggravées par le travail de nuit que sont en train d'accepter un très grand nombre d'agents. Les PTT sont un des secteurs où le travail posté est le plus largement généralisé et cela depuis longtemps. Un centre de tri fonctionne 24 heures sur 24 par un système de brigades (équipes) de jour et de nuit qui se succèdent. En brigade de jour, la durée hebdomadaire de travail est de 40 heures, en brigade de nuit de 35 heures. Il y a, par centre, 2 brigades de jour, et 2 de nuit. En nuit, chaque brigade travaille deux nuits sur quatre, la nuit étant de 10 heures.

Ce dispositif augmente évidemment considérablement la rentabilisation d'un centre de tri et permet à l'administration d'exercer une pression toujours plus grande sur la force de travail des postiers, notamment en augmentant les cadences et en réduisant les effectifs. D'autre part, l'administration trouve avantage à favoriser la généralisation de "combines", d'aménagements d'horaires, de semblants d'arrangements pour intensifier encore cette exploitation : par exemple, travailler en nuit permet de toucher une prime, ce qui, bien entendu, entrave l'unification de toutes les équi-

pes autour de la revendication d'une augmentation de salaire uniforme et substantielle pour tous. De même, l'administration favorise les possibilités de remplacement entre brigades : un travailleur peut ainsi faire de 3 à 6 nuits consécutives, puis se faire remplacer à son tour pour partir se "reposer" en province. Le résultat est qu'il est tout aussi difficile de mobiliser les travailleurs dans une lutte pour la réduction du temps de travail. Enfin, un savant système de repos d'office les samedis et dimanches, à rattraper en semaine par des nuits de travail supplémentaires, permet à l'administration de supprimer des positions de travail le week-end quand le trafic postal est faible, pour en créer à bon compte quand il est important (système des rentrées), ce qui revient dans les faits à réintroduire par la bande les 3 nuits sur 4.

Cependant, le plan de restructuration qui introduit l'automatisation dans les opérations de tri peut à terme aboutir à une réduction des effectifs en brigade de nuit. Il n'en fallait pas plus pour que les bonzes syndicaux s'égosillent pour dénoncer le "démantèlement intolérable" des services qui selon eux allait léser les intérêts des agents et surtout porter atteinte à la qualité du service. Ainsi à Brune, nous avons dû mener une âpre polémique dans notre bulletin avec la section CGT. Les opportunistes, en effet, partent du principe que la défense des miettes et "avantages acquis" toujours plus réduits (prime de nuit, combines, etc.) passe bien entendu par la défense de la catégorie et du service. Nous montrions contre eux que cette orientation aboutissait en fait à faire dépendre l'octroi de ces miettes d'un surcroît d'exploitation (le travail de nuit), et renforçait les sentiments corporatistes et aristocratiques de ces catégories. D'autre part, il est faux de prétendre défendre ces "miettes" sans en demander l'extension à toutes les catégories, car ainsi on enferme les travailleurs dans les manoeuvres de division de l'administration, ce qui rend impossible une résistance efficace contre les effets de la restructuration et de l'automatisation, y compris pour ces catégories privilégiées.

LES CENTRES DE TRI AUTOMATIQUE

Leur histoire commence avec la grande grève de novembre 1974. Cette grève qui a été un des temps forts de la lutte ouvrière ces dernières années s'est déployée en un puissant mouvement généralisé de longue du-

rée. Les causes essentielles en sont surtout le renforcement du caractère bestial de l'exploitation des jeunes travailleurs, des catégories les plus démunies : préposés, auxiliaires. Ces énergies trop longtemps contenues dans les limites étroites des journées d'action bidons programmées par l'opportunisme se sont libérées pour revendiquer avec détermination et enthousiasme une diminution de cette exploitation : titularisation des auxiliaires, forte augmentation uniforme des salaires, etc.

Mais déjà dans la grève de 1974, on a pu voir à l'oeuvre les sinistres tours de passe-passe de l'opportunisme. Les directions syndicales, manifestement surprises et débordées par l'ampleur du mouvement, ont marié une fois encore les sourires de Judas aux plus infâmes trahisons. Trahison d'abord sur la question de l'auxiliariat, avec la demande de l'arrêt de l'embauche d'auxiliaires, ce qui ne pouvait avoir comme objectif immédiat que d'isoler les auxiliaires, fer de lance de la lutte, de leurs camarades titulaires chez qui on tentait ainsi de réveiller les vieux démons aristocratiques et l'esprit de caste, tout cela au nom de la "défense du service public". Trahison encore quand ces mêmes bonzes des fédérations refusent, comme ils le feront en février 1978, de centraliser réellement la grève, de lui donner un minimum de perspectives centrales. Ces directions sabotèrent savamment tout lien direct des travailleurs à la base et profitèrent de l'essoufflement inévitable pour orchestrer une reprise, dans la démoralisation et la défaite, région par région, bureaux après bureaux, sans que jamais on ait senti durant la grève l'existence d'une coordination réelle entre grévistes et d'une force effectivement organisée.

Après l'échec de cette grève, l'administration accéléra son plan de démantèlement des bureaux-gares parisiens, immenses concentrations d'énergies prolétariennes en constante ébullition. En outre, ces bureaux n'étaient plus adaptés aux nouvelles techniques de traitement du courrier.

Malgré un encadrement rigoureux et une discipline quasi militaire, jamais l'administration n'a pu, même avec l'appui sans réserve de l'opportunisme, contenir les flambées de contestation et de résistance périodiques à l'exploitation qu'ont connues ces centres. C'est pourquoi il était vital pour elle de remplacer au plus vite ces bureaux par des centres plus petits, plus à même de permettre un encadrement serré des travailleurs et une augmentation rapide de la productivité. Elle a, par conséquent, vidé en partie les bureaux-ga-

res (Brune, PLM, Austerlitz, etc.) pour créer dans un premier temps huit centres de tri automatique en banlieue.

Dans ces centres de tri automatique (CTA), les travailleurs découvrent sous le vernis moderniste mûrement élaboré dans les cerveaux aussi stupides que prétentieux des "ergonomes", ces mercenaires à la solde des bourgeois, des conditions d'exploitations plus subtiles et même *plus pénibles* qu'autrefois. Mêmes salaires, même course aux heures supplémentaires (les fameuses "califs"), mais journées de travail plus remplies et "despotisme de fabrique" aggravé. Cependant, nos doux poètes plongés dans l'étude des plantes vertes et des néons euphorisants n'avaient pas "prévu" à la lumière tamisée de leurs bureaux d'étude que la dure réalité du système d'exploitation capitaliste ferait vite éclater la vérité cachée sous ces apparences lénifiantes.

A l'abrutissement du tri manuel en casier, à la poussière des vieux centres, au bruit infernal des chaînes de transbordement se substitue un froid et très scientifique système de rentabilisation accrue de la force de travail, où l'introduction de l'ordinateur et de tout un système de production automatique aliène encore plus le travailleur, scinde les équipes, renforce le flicage des cadences, rive l'agent à son poste de travail, rend le travail mille fois plus monotone, parcellisé, répétitif, mille fois plus abrutissant. Jamais plus que dans ces centres les postiers n'ont été plus proches en fait des prolétaires des usines, tant les méthodes d'exploitation de leur force de travail deviennent identiques. Cependant ce processus de concentration entraîne inévitablement, malgré sa barbarie toujours plus grande, une unification involontaire des différentes catégories de prolétaires qui tend à donner à la lutte de classe des atouts supplémentaires.

Ce qui a beaucoup aidé à la riposte contre cette exploitation renforcée, c'est le phénomène de rajeunissement très rapide du personnel auquel on assiste depuis quelques années.

De même qu'en 1974, la grève a pu atteindre ce niveau de combativité et de durée grâce à l'acharnement des dizaines de milliers de jeunes auxiliaires surexploités, de même l'arrivée massive de jeunes postiers en région parisienne a ouvert de nouvelles perspectives pour la reprise consécutive de la lutte de classe directe dans les PTT.

Ces jeunes travailleurs sont pour la plupart de jeunes chômeurs ayant un niveau d'étude moyen ou élevé, contraints de se "déqualifier" en acceptant un emploi qui leur permet tout juste de vivre. De plus, ces jeunes sont obligés de couper brutalement les liens avec leur milieu d'origine (famille, copains, région, etc.), car pour entrer aux PTT, il faut obligatoirement passer plusieurs années en région parisienne au début de sa carrière.

Enfin, ces travailleurs sont pour la plupart totalement inexpérimentés dans le domaine de la lutte politique et même économique. Si on trouve dans les PTT un fort taux de militants "gauchistes" (généralement d'anciens étudiants ayant interrompu leurs études), la masse des travailleurs arrive dans les centres totalement vierge et sans expérience.

Tous ces facteurs rendent, bien entendu, le travail d'organisation et de préparation à la lutte de ces travailleurs très long, et expliquent pourquoi il est nécessaire dès le début et pour de longs mois de nous fixer des objectifs de lutte très élémentaires et de mener essentiellement une tâche de sensibilisation de ces travailleurs aux besoins de la lutte de classe, la plus défensive et immédiate soit-elle.

Cependant cette inexpérience est compensée par d'autres facteurs. D'abord le déclassement de ces travailleurs et les conditions pénibles d'installation dans la région parisienne uniformisent les conditions de vie (vie en foyer ou en hôtel, éloignement de la famille) en même temps qu'ils poussent à l'établissement rapide de liens de solidarité élémentaires pour vaincre l'isolement. Ces conditions de vie donnent à ces travailleurs une grande disponibilité en même temps qu'elles les rendent peu réceptifs à la propagande opportuniste.

Voilà pourquoi il faut à l'administration plus que quelques études sur la couleur des plafonds pour s'opposer, pour peu qu'un travail organisatif sérieux et régulier soit entrepris, à la montée des luttes revendicatives dans les nouveaux centres de tri.

LA POLITIQUE DES BUREAUCRATIES SYNDICALES

Avant de parler plus précisément de l'exemple du CTA de Créteil, où nous avons pu développer depuis deux

ans une activité syndicale systématique, il faut, pour compléter ce tableau d'ensemble de la situation dans ces centres de tri, dire deux mots de l'opportunisme.

Les PTT ont connu de grands mouvements, comme celui de 1907 pour le droit de grève, sauvagement réprimé par Clémenceau, ceux de 1947 et 1953 où la scission syndicale aiguë le conflit en prenant pied sur la misère provoquée par la reconstruction, la grève de 1974 qui révéla les effets de la transformation des postiers des centres de tri en véritables prolétaires d'industrie.

Mais dans l'ensemble, les postiers ont rarement été à la pointe de la lutte de classe. Le fait que la grande masse des catégories n'est pas purement prolétarienne, le fameux statut des fonctionnaires auquel ils sont soumis expliquent en effet que le mouvement n'a pu que rarement sortir de l'ornière de la soumission des intérêts des travailleurs à ceux du "service public".

Le fameux statut donne "protection sociale", salaires "assurés" et surtout "garantie de l'emploi"... pour les titulaires... Il serait fou de croire que ces miettes, souvent illusoire, sont le fruit de la générosité du capitalisme. En réalité, elles sont le résultat de son besoin d'assurer la *paix sociale*, surtout dans un secteur d'intérêt stratégique primordial comme celui des communications.

Ces miettes ne font pas que mettre un fil à la patte des travailleurs et les diviser avec l'appui des appareils syndicaux réformistes. Elles visent aussi à faire passer une organisation quasi militaire de la production, la réglementation draconienne du droit de grève et toutes les délices liées à l'intérêt stratégique que représente ce secteur pour le capitalisme.

Elles sont donc distillées de façon savante, non pas afin de soulager les travailleurs, mais de les *diviser*. La meilleure preuve en est qu'à côté de leurs bénéficiaires, l'Etat constitue inévitablement un corps de hors-statuts précisément privés de tous "avantages".

De plus, ce partage est assuré avec la *collaboration des syndicats*. Les miettes ajoutées au "service public" constituent en effet un terrain de prédilection pour le développement du réformisme syndical et pour l'*intégration des syndicats* à l'appareil de l'administration et de l'Etat. Ils jouent donc à merveille leur rôle de courroie de transmission des intérêts de l'Etat dans les rangs des travailleurs.

Pendant des années, c'est le syndicat jaune et ouvertement collaborationniste *Force ouvrière* qui a été majoritaire chez les postiers. Cependant, depuis quelques années, avec l'arrivée de générations plus combattives, CGT et CFDT sont devenues majoritaires, surtout en région parisienne, FO s'étant transformée en simple appendice quasi officiel du ministère, ses éternelles trahisons servant de repoussoir et de bouc émissaire aux traitres, beaucoup plus dangereux en fait, qui dirigent les deux autres fédérations.

Un des piliers essentiels de ce système d'intégration est représenté par les cadres dont une grande partie est traditionnellement proche du PS et qui constitue naturellement la longue main de l'administration aussi bien à FO qu'à la CGT ou à la CFDT. Tout autant que FO, en effet, ces centrales sont intégrées à l'appareil de gestion par de multiples canaux (encadrement, comité technique paritaire, conseils de discipline, mutuelles, cantines, clubs sportifs, etc.).

Ces directions syndicales, après défenseurs des intérêts du service, s'acharnent en conséquence à étouffer toute étincelle de lutte de classe.

Cette tendance toujours plus nette à l'intégration se traduit même par une structure d'organisation verticale du syndicat calquée sur le modèle de l'organisation administrative. Le syndicat se transforme en une immense bureaucratie gonflée de permanents qui font carrière là comme ils le feraient dans le service. En même temps, toute organisation, tous liens horizontaux un tant soit peu structurés sont détruits. Ainsi, les sections syndicales de base n'entretiennent-elle officiellement, selon les statuts, aucun lien direct entre elles ; ces rapports, s'ils s'établissent, sont sévèrement dénoncés par les bonzes. De même, il n'existe aucun lien sérieux entre les sections CGT et CFDT des PTT et les unions locales interprofessionnelles (qui elles-mêmes n'ont le plus souvent qu'un rôle symbolique dans les organisations syndicales actuelles).

Les syndicats PTT sont donc structurés dans un réseau isolé de celui des autres branches, et n'y apparaissent que des structures verticales : sections - syndicat départemental - union régionale - fédération.

C'est sans conteste une grande victoire historique de l'opportunisme que d'avoir pu briser tous les liens horizontaux brassant les catégories et permettant de dépasser les intérêts locaux, et avec ces liens les

canaux organisatifs qui pourraient véhiculer et faire converger les énergies prolétariennes qui se mettent en mouvement et s'affermissent en se renforçant mutuellement, donnant *la base indispensable à une effective centralisation classiste.*

Cela a évidemment une influence catastrophique sur les conditions de lutte et les possibilités de défense collective des postiers, comme nous le verrons pour les CTA de banlieue et Créteil, et c'est d'ailleurs cette structure bureaucratique étouffante qu'un an et demi de lutte à Créteil est parvenu à détruire à l'échelle locale.

ORIENTATIONS PRATIQUES D'ACTION SYNDICALE

(Extraits)

★ Défense des travailleurs hors-statut

D'innombrables différences de statut permettent à la bourgeoisie de diviser les travailleurs. Contre le mot d'ordre malthusien des syndicats qui reflète des intérêts corporatifs d'aristocratie ouvrière et oppose les couches supérieures des travailleurs à la masse des ouvriers, et selon lequel il faudrait refuser l'embauche des travailleurs hors statut, il est indispensable de lutter pour le principe suivant :

— UN MEME STATUT POUR TOUS

Ce principe peut trouver les applications suivantes, non limitatives :

— Pas de contrat à durée déterminée, qui permet de camoufler les licenciements et rend vulnérables les immigrés, les jeunes, les femmes, les salariés agricoles et du bâtiment par exemple où beaucoup d'emplois sont saisonniers.

— Titularisation immédiate et sans conditions des auxiliaires, contractuels, vacataires, notamment dans le secteur public.

— Embauche immédiate des travailleurs intérimaires et itinérants, en cas de menace de renvoi, prélude aux licenciements des travailleurs de l'entreprise. Possibilité pour ces travailleurs d'adhérer au syndicat de la catégorie et de participer aux assemblées ouvrières de l'entreprise.

— Extension à tous les ouvriers des droits des mensuels et suppression de toute limite à la possibilité d'obtenir des avances et acomptes sur le salaire mensuel.

La revendication du même statut pour tous doit s'accompagner de la lutte contre toute discrimination de salaire dans la même catégorie ou pour un travail de même qualification :

— A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL, aligné sur le plus haut. (*Le Proletaire* n° 195 du 26/4/75)

II. Créteil-CTA: un exemple de construction patiente d'un mouvement de classe organisé

1. Le milieu et les forces en présence sur le terrain revendicatif

Nous avons consacré plusieurs articles du *Prolétaire* à la description de certains épisodes significatifs qui ont marqué le difficile travail de sensibilisation des travailleurs de Créteil aux exigences élémentaires de la lutte de classe et de préparation organisationnelle qui en découle.

Avant de revenir sur ces principales étapes du long processus d'organisation de ces travailleurs, et pour éclairer aussi précisément que possible sur la méthode que nous avons adoptée dès le début, il est nécessaire de dresser un tableau exact du cadre dans lequel s'est développé ce mouvement et des nombreuses forces qui s'y sont manifestées.

QUI SONT LES POSTIERS DE CRÉTEIL

Les conditions d'existence, ainsi que les origines sociales des travailleurs de Créteil CTA, sont identiques à celles que nous avons présentées plus haut pour les nouvelles générations de postiers affectés en région parisienne.

Ces travailleurs sont tous ou pratiquement tous des jeunes provinciaux (22 ans de moyenne d'âge). Ils

sont souvent fils ou filles de parents appartenant aux classes moyennes ou à l'aristocratie ouvrière ; nombreux sont parmi eux les anciens étudiants ou lycéens (niveau bac) contraints par le chômage endémique qui sévit dans certaines régions (Sud-Ouest, Bretagne) à accepter une certaine "déqualification" par rapport à leurs aspirations et leur niveau d'étude, en échange d'un emploi "sécurisant" dans l'administration. Cependant, les conditions d'installation de ces jeunes travailleurs qui s'exilent en région parisienne viennent vite détruire pour nombre d'entre eux les rêves de "confort" et de sécurité forgés avant leur arrivée.

Les travailleurs de Créteil n'échappent pas à la règle. Pour eux aussi, surtout parmi les premiers arrivés (il y a 2 ou 3 ans), c'est dans les foyers qu'ont commencé les premières révoltes et que se sont construits les solides liens de camaraderie qui seront si déterminants par la suite, à l'heure de la lutte.

Révolte d'abord contre la solitude, le dépaysement, la rupture brutale des liens avec la famille et les amis laissés en province. Révolte ensuite contre l'inconfort, la discipline de caserne et l'aspect concentrationnaire que revêt l'existence d'un jeune postier partageant ses heures entre le centre de tri et le foyer.

Très vite, les différences d'origine sociale ou de catégorie s'effacent devant l'homogénéité des conditions de vie dans les foyers. Des groupes de camarades se forment très rapidement, car pour supporter les conditions de travail abrutissantes dans le centre et résister à l'ennui et à la démoralisation au foyer, il faut à tout prix éviter la solitude et recréer un entourage. Ainsi à Créteil, plusieurs luttes défensives ont été menées, essentiellement contre le prix des loyers et les règlements disciplinaires (interdiction des visites par exemple). Ces mouvements de résistance au flicage, au paternalisme des "animateurs"-flics, à la précarité des conditions d'existence (promiscuité, exigüité des chambres, prix des loyers, etc.) ont souvent été spontanés. Si, la plupart du temps, ils se traduisent par une délégation chez le gérant, une pétition ou parfois une grève des loyers, ils permettent en général d'introduire chez ces jeunes travailleurs un premier élément d'organisation.

Par exemple, et cela s'est souvent vérifié pour Créteil, on ne peut se faire aucune illusion sur l'effet d'une pétition comme moyen de pression sur un patron ou un directeur. Mais dans un foyer de 200 à 300 travailleurs, dont les uns travaillent le jour, d'autres la

nuit, réunir une dizaine de résidents qui établissent un texte de réclamation et voient une semaine durant tous les résidents du foyer, un à un, est certainement très propice à la création de liens suivis entre travailleurs. Ces liens permettront, bien sûr, de prendre des initiatives plus offensives dans le foyer, mais surtout ils se traduiront dans le centre de tri par des rapports plus fraternels et plus solidaires entre les travailleurs du même foyer, et donc de meilleures possibilités d'organisation de ces travailleurs sur le lieu de travail.

Nous pensons que l'organisation des travailleurs du centre de tri a été considérablement facilitée par le travail systématique d'éveil à la lutte et à l'organisation qui a été entrepris dès le début dans ces foyers par un noyau de militants de divers horizons. Et nous invitons tous ceux qui doivent prendre la responsabilité d'aider à l'organisation de leurs camarades à mettre systématiquement à profit ce passage des provinciaux dans les foyers.

SYNDICATS ET PARTIS POLITIQUES

La section CGT compte environ 130 adhérents. Cette section syndicale était, voilà deux ans, le type même de ce qu'est devenu le syndicat dans l'administration. Formée et dirigée par quelques militants du PCF, cette section n'avait jamais eu, avant l'arrivée de groupes de travailleurs plus militants et décidés, à mener de lutte significative. Sans organisation et direction véritables, elle vivait dans le ronron malheureusement plus que classique de ces sections CGT où la chasse à l'adhérent, la vente de la *Vie ouvrière* et la distribution épisodique d'un tract fédéral canalisent toute l'"activité militante".

D'autre part, et cela sera un facteur très important de la vie ultérieure de cette section, le poids des cadres et de quelques "notables" réformistes permet à l'administration d'y avoir constamment un oeil vigilant qui surveille les sautes d'humeur des adhérents et, plus tard, l'activité des militants combattifs.

Cependant, cette section n'a pas secrété de véritable "bonze", c'est-à-dire de réformiste possédant une expérience bien assise de la lutte contre les "débordements", capable de s'imposer durablement auprès des travailleurs et suffisamment au fait de toutes les ficelles qu'utilise l'opportunisme pour briser l'influence grandissante des "gauchistes".

Enfin cette section, qui n'avait aucune vie ni organisation réelles avant l'afflux de nouvelles forces, possédait déjà en revanche quelques liens avec l'administration, à travers la gestion de la cantine ou la direction des clubs de sport.

La section CFDT regroupe une centaine d'adhérents. Cette section est animée essentiellement par des militants d'extrême gauche et tout un groupe de travailleurs inorganisés politiquement, mais séduits par un certain "romantisme" gauchiste. Ces militants et travailleurs seront capables de se mobiliser constamment, de se porter à la tête de toutes les luttes, d'assumer une grande partie des tâches militantes et matérielles. Cependant, cette section pêche toujours par un grave laxisme organisatif, et malgré tout le dévouement et la combativité de plusieurs de ses membres, elle est rarement parvenue à se lier profondément et durablement avec la masse des travailleurs. De même, elle est rarement parvenue à apparaître comme une force organisée capable de prendre l'initiative de luttes nécessitant un lent travail d'organisation de larges couches de travailleurs.

La section FO compte une cinquantaine d'adhérents. Cette section est, pour l'essentiel, le refuge d'éléments réactionnaires, anti-communistes viscéraux, et pourrait même par certains aspects constituer une excellente base pour la création ultérieure d'un noyau de serviteurs plus "musclés" de l'administration, genre CFT.

Le PCF et le PS. Le PCF est le groupe politique qui comprend le plus grand nombre d'adhérents (une vingtaine). Cependant, jamais ses adhérents n'ont heureusement encore été capables de constituer une force politique militante et de s'organiser pour contrebalancer l'influence des militants d'extrême gauche dans les syndicats.

La véritable force de résistance du réformisme est par conséquent surtout constituée par les appareils départementaux ou régionaux des syndicats, plutôt que par les militants réformistes locaux.

Le PS, lui, s'honore de la présence dans ses rangs de nombreux cadres, pour certains adhérent à la CGT. Leur nocivité n'en est que plus grande : plus qu'une simple courroie de transmission des intérêts de l'administration, ils sont bel et bien des *mouchards* qui épient les militants et font régulièrement leur rapport à leurs compères placés dans la haute administration, eux-mêmes en rapport avec tous les organes et corps répressifs de l'Etat (préfectures, flics, etc.).

Les militants d'extrême gauche. Signalons simplement que dans le centre de tri se trouvent plusieurs militants organisés qui, bien entendu, ont joué un rôle actif, à un moment ou à un autre du déroulement des différents épisodes de lutte.

Nous ne donnons pas ici, pour des raisons évidentes qui tiennent au caractère public de cette brochure, l'appréciation *des forces et des responsabilités* organisationnelles des divers groupes qui travaillent sur le centre. Cela ne nous empêche pas de faire, au fil des événements, la critique des *positions prises* par l'un ou l'autre quand ces dernières ont entravé la lutte.

2. Le sens du travail d'organisation effectué et la contribution du Parti

LES OBJECTIFS RECHERCHÉS

C'est pendant la grève de 74 que s'est ouvert le centre de Créteil. Les premiers mois, il employait presque uniquement des intérimaires et des auxiliaires. Cette époque, marquée par des rebellions constantes et une vie revendicative intense où la section CFDT était la seule à avoir une existence réelle, s'est brusquement terminée par l'arrivée massive de titulaires et le licenciement de presque tous les auxiliaires.

C'est en mai 1976 que sont arrivées au centre de nouvelles forces militantes qui ont donné vie au mouvement qui a culminé dans la récente grève. Dès le début s'est constitué un petit groupe informel de militants d'horizons différents auquel nous avons activement participé et qui a assuré les tâches de préparation à la lutte.

Nous devons dire que les forces qui ont participé à ce travail ont considérablement varié avec le temps pour des raisons qui tiennent à un ensemble complexe de facteurs. Parmi ces derniers figurent le peu d'intérêt que les gauchistes voient dans ce genre de travail, même quand ils peuvent être conduits individuellement à le mener avec sérieux, le fait qu'il est souvent délaissé pour d'autres activités (comme les élections !), le caractère souvent velléitaire de l'action de militants qui

se lancent d'un coup et à fond dans une action qu'ils abandonnent aussi vite faute de succès, les limitations dues à l'incompréhension de la nature de l'opportunisme politique et syndical.

Nous revendiquons pour notre part *la continuité du travail* qui a rendu possible de profiter des différents épisodes de révolte de la lutte pour faire progresser l'organisation des travailleurs du centre.

Les objectifs que nous avons retenus et fait valoir parmi les camarades qui ont participé à ce travail étaient bien modestes. Mais ils avaient l'avantage de défricher le terrain qui permettrait aux étincelles de la lutte de s'amplifier. Ils se résument essentiellement à ceci : il s'agissait de *luttés* pour sensibiliser les travailleurs au besoin crucial pour tout exploité de se défendre, de *serrer les rangs* avec ses camarades, de *s'organiser* pour résister aux pressions constantes que font peser ses exploités - ici, l'administration - sur ses conditions de vie et de travail. C'est donc avec le souci constant de renforcer ces exigences d'*union et d'organisation* auprès de couches plus ou moins larges de travailleurs que nous avons participé avec le plus de patience possible et le plus de persévérance et de continuité possible à ce *travail de préparation* que nous savions nécessairement de longue haleine et avare de succès brillants et immédiats.

LE PROBLÈME DU RAPPORT ENTRE TRAVAIL SYNDICAL ET PROPAGANDE DE PARTI

Il faut dire que nous avons délibérément choisi de renoncer *pour l'immédiat* au prosélytisme ouvert de parti, ce qui n'a pas empêché le camarade concerné de mener cette tâche dans des cercles restreints. Nous avons également renoncé *pour l'immédiat* à tout travail de propagande ouverte de parti de l'extérieur, diffusions publiques de tracts généraux et même de bulletins syndicaux. Notre camarade a de son côté réservé ses interventions publiques de propagande générale à des points qui étaient *directement reliés à une exigence pratique* du renforcement de la capacité de lutte et d'organisation des travailleurs.

Il est clair qu'il ne s'agissait pas d'opposer travail économique immédiat et propagande politique. Il s'agissait de préparer un terrain de solidarité et d'or-

ganisation véritablement classiste (mais les principes qui le forgent et qui consistent à mettre en avant l'intérêt de classe des travailleurs contre ceux de l'administration et la méthode de la lutte ouverte et directe ne sont-ils pas politiques ?). C'est la constitution de ce terrain qui doit permettre à notre propagande politique de trouver un appui réel et un répondant réel et non artificiel.

Nous considérons d'ailleurs que ce terrain est désormais créé à Créteil et nous y intervenons directement à visage découvert comme parti politique ayant ses positions propres opposées à celles de tous les autres partis, même si un travail parallèle ou commun est concevable avec des militants d'autres partis dans la lutte immédiate et dans le syndicat. La raison en est que la *vie réelle* qui existe désormais *discipline* en quelque sorte les discussions politiques entre militants et que celles-ci, loin de mettre obstacle à l'organisation, peuvent désormais renforcer cette dernière.

Le problème du juste rapport pratique entre lutte immédiate et lutte politique est un problème délicat. Il était d'autant plus nécessaire de le régler correctement que de là dépendait la possibilité d'organiser la masse des travailleurs hors de l'emprise de l'opportunisme ; par ailleurs la multiplicité des courants politiques, sur tout à l'extrême gauche, n'était pas faite pour faciliter les possibilités de "repérage" politique de la part de travailleurs inexpérimentés, qui se découragent vite quand la polémique entre organisations se résume à un débat académique et boutiquier non basé sur des besoins réels allant dans le sens de l'accroissement du niveau d'organisation des travailleurs. Cela n'exclut en rien, bien entendu, et au contraire, cela exige de dénoncer, sur la base de faits précis, toutes les trahisons, et même les simples inerties et insuffisances des forces réformistes ou centristes dans ce travail de préparation de la lutte. De même, la limitation de la polémique aux exigences strictes de la lutte revendicative et de l'affrontement immédiat avec l'administration ou le patron n'exclut pas, au contraire, de propager l'idée que cette lutte fait partie intégrante d'une *lutte entre deux classes*. Il faut donc mettre en valeur les faits qui éveillent l'instinct de classe des travailleurs, qui les aident à s'intégrer à la lutte collective contre l'oppression qui accompagne nécessairement la lutte contre l'exploitation, les faits qui les éduquent à la lutte contre toutes les discriminations (politiques, nationales ou autres...) entravant le développement de la riposte prolétarienne. Il faut aussi introduire dans cette lutte immédiate les exigences qui ne découlent pas nécessairement de son développement spon

tané (comme par exemple la solidarité avec d'autres luttes ouvrières), mais l'aident à s'insérer dans une lutte générale de la classe prolétarienne contre l'Etat bourgeois.

Il arrive que des militants, poussés par la situation, se heurtent de front aux bonzes sans avoir suffisamment pu préparer le terrain de cette bataille, sans s'être ménagé parmi les travailleurs des arrières suffisants pour permettre sinon de rester en place - ce qui est encore rare dans le rapport de forces actuel - du moins d'attiser le sentiment de classe de couches plus larges de travailleurs et la haine antiréformiste des plus combatifs d'entre eux.

Dans la mesure où nous pouvons choisir (et nous avons pu le faire dans ce cas à cause de la faiblesse de la structure bureaucratique de la section elle-même, mais nous savons bien que c'est loin d'être toujours possible), il nous semble que dans la situation qui prévaut généralement aujourd'hui, la tactique "indirecte" que nous avons délibérément adoptée à Créteil est effectivement de nature à protéger au moins en partie les militants des attaques à *contre-pied* des bonzes et de l'administration - les unes ne vont pas sans les autres ! - parce qu'elle cherche à créer un *terrain d'appui et de sympathie* dans la masse des travailleurs. De cette manière les attaques, au lieu d'aboutir à l'élimination pure et simple des militants, peuvent devenir un épisode de la lutte collective, et poussent l'opportunisme à mieux montrer l'antagonisme réel entre réformistes et communistes, antagonisme qui ne découle pas d'une opposition entre jeunes et vieux, entre militants chevronnés et inexpérimentés, etc., mais qui résulte de *l'opposition entre deux méthodes*, celle de la lutte de classe et celle de la collaboration de classe.

"...Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure."

Marx, 1865.

Nous devons d'ailleurs dire que le fait de travailler toujours à visage découvert n'est nullement un principe, encore moins un objectif moral. Cela peut être d'un grand avantage dans certaines conditions, mais il faut dire que le travail semi-clandestin, c'est-à-dire qui cache son appartenance de parti au patron et au bonze et même à certains "gauchistes" s'avère, dans les conditions présentes, une exigence bien plus fréquente de la lutte.

QUELQUES CONSTANTES QUI SE DÉGAGENT DU TRAVAIL SYNDICAL

- Le levier de l'unité pour la lutte.

Ce sur quoi le travail d'organisation s'est dès le début appuyé, c'est avant tout sur le *besoin d'unité exprimé souvent très spontanément* par les travailleurs. Pour cela, nous avons, pour notre part, constamment travaillé au sein de la section CGT pour lutter contre l'attitude boutiquière et sectaire qu'ont coutume de développer largement les staliniens. Dans le petit noyau de travailleurs qui a mené ce travail et dont les composants ont souvent changé, nous avons fait de l'unité syndicale à la base, ou du moins de la lutte contre tout *a priori* sectaire de la CGT par rapport à la CFDT, un cheval de bataille anti-opportuniste. Cela s'est traduit très vite, en novembre 76, par une grève contre la répression, d'ailleurs brisée par les staliniens qui menèrent ainsi leur ultime assaut contre l'unité syndicale à Créteil CTA.

- L'organisation à partir de revendications minimales.

Un autre point important est que nous avons moins cherché à avancer avec des plates-formes brillantes ou audacieuses qu'avec des revendications très modestes. Nous l'avons fait en partant de l'idée que les revendications générales d'une plate-forme, si elles mettent en avant des *besoins primordiaux* de la lutte de classe comme le salaire, le temps de travail, etc, et doivent impérativement servir à la propagande, ne peuvent devenir des *mots d'ordre de la lutte* que dans la mesure où est désignée pratiquement *la force* qui permet de les obtenir. Et le problème est justement qu'il faut construire cette force. On y parvient par conséquent non pas en faisant appel à de grandes revendications générales, mais en profitant des moindres exigences minimales, locales et partielles de la résistance quotidienne pour

lier les travailleurs entre eux, leur faire prendre conscience de leur force qui vient de l'utilisation des méthodes de classe et mettre en évidence le besoin d'une lutte plus générale.

Une telle méthode qui s'est imposée naturellement à tous les militants qui ont participé au travail d'organisation des travailleurs nous semble justifiée par au moins deux séries de raisons.

La première, dont nous avons déjà parlé, est l'absence d'expérience de la lutte syndicale et revendicative de la grande masse des travailleurs, et il est clair de ce point de vue que les larges masses ne participent pas à la lutte avec les mêmes motivations que le groupe des travailleurs combatifs qui ont déjà acquis une certaine conscience de l'antagonisme de classe et à l'égard desquels le travail de propagande et d'organisation utilise des méthodes différentes, plus directes et plus simples.

La deuxième raison tient au formidable degré de concentration capitaliste auquel est parvenu un secteur comme les PTT qui laisse peu d'espoir de succès à une lutte engagée sur des revendications générales qui resteraient limitée à un ou quelques lieux de travail. La contrepartie est évidemment que si la lutte revendicative elle-même exige dans ces conditions une préparation et une organisation plus fortes, ces dernières une fois acquises sont pour la classe un acquis politique bien plus solide que celui obtenu dans une petite entreprise où la cohésion des travailleurs aurait obtenu une augmentation de salaire ou une amélioration des conditions de travail.

On verra dans les épisodes qui suivent que toute manifestation de simple résistance, de simple "réclamation" même, a été pour nous l'occasion de travailler avec un noyau restreint de militants syndicaux, de regrouper des travailleurs et de préparer ces énergies à entreprendre des luttes plus ouvertes.

- La participation des travailleurs à la lutte

Nous avons toujours lutté pour que la participation des travailleurs à la lutte soit la plus large possible et pour que le maximum de militants et même de travailleurs de la base prennent des responsabilités dans la préparation et l'organisation de la lutte. Parallèlement, nous avons combattu le formalisme, l'académisme, le constitutionnalisme qui risquent de faire de cette participa-

tion , qui est une exigence réelle de la lutte, une formule creuse.

La méthode de travail que nous avons cherché à impulser a toujours eu pour souci de renforcer la participation la plus large des travailleurs aux tâches de préparation et d'organisation des luttes.

Plus encore que les fréquentes réunions syndicales ou intersyndicales, qui à cause soit du sabotage des staliniens pour la CGT, soit du laxisme organisatif à la CFDT, n'ont pu être un cadre de regroupement suffisamment large des travailleurs, c'est la persistance d'une pratique continue et répétée de réunions des travailleurs par service, et surtout en assemblées générales, qui a permis de maintenir un niveau de mobilisation quasi permanent des travailleurs du centre de tri. Et cela malgré toutes les réticences et l'inertie de l'opportunisme.

- La mise en avant de la solidarité par-dessus les catégories et du besoin de l'élargissement de la lutte.

On se convaincra enfin en suivant les différents épisodes de lutte relatés plus loin de l'effort constant qui s'est manifesté pour mettre en relief dans la plus petite revendication l'aspect qui concerne l'ensemble des prolétaires, de manière à sensibiliser les travailleurs des autres catégories, ceci dans le double dessein d'inciter à une rescousse par-dessus les limites artificielles imposées par l'administration avec l'appui des bureaucraties syndicales et de faire de l'épisode un instrument de l'éducation collective des travailleurs.

On verra de même - constante entrée dans les faits - l'effort réalisé pour faire sortir les travailleurs de l'isolement étouffant du centre, par la mise en oeuvre d'une solidarité avec les autres luttes comme celles des ouvriers du Livre, des travailleurs du métro, mais aussi des postiers naturellement; par l'appel, dès que les forces ont pu être rassemblées, à la solidarité du maximum de travailleurs des quartiers et des entreprises de la localité, et surtout de la tentative de lancer des grappins vers les autres centres et services pour jeter les bases d'un véritable réseau de solidarité et de fraternité prolétariennes qui ne peut naître qu'en dehors des bureaucraties syndicales.

3. Quelques épisodes significatifs qui ont servi à forger l'organisation

LA SOLIDARITÉ AVEC LES CAMARADES SANCTIONNÉS (NOV. 76)

Six mois d'efforts patients avaient déjà aiguisé la sensibilité classiste des travailleurs, puisque c'est par solidarité avec deux de leurs camarades sanctionnés pour "rendement insuffisant" - un motif qui dans les conditions étouffantes d'aujourd'hui donne une réelle bouffée d'oxygène - que les postiers ont fait grève les 17, 18 et 19 novembre 1976 (voir *Le Proletaire* n°232).

Le 16 au soir, le secrétaire(stalinien) de la section CGT et un représentant de la section CFDT lancent un appel à la grève illimitée au cas où, après négociation, le chef du centre maintiendrait les sanctions.

Une motion de solidarité circule aussitôt et est massivement signée par les travailleurs présents.

Devant l'intransigeance de l'administration qui déclare "ne pas croire à la solidarité des postiers autre que verbale", et malgré le peu d'empressement des directions syndicales locales (surtout CGT) à traduire leurs paroles en actes, les travailleurs votent la grève, reconducible tous les jours en assemblée générale, à partir du 17 novembre à 20 heures (86% de grévistes en brigade 17/24, 60% en nuit D).

En votant la grève dans l'enthousiasme, les travailleurs syndiqués et non syndiqués exprimaient, au-delà du cas précis des deux camarades sanctionnés, leur volonté de lutter collectivement et ouvertement contre la répression qui s'installe dans le centre, contre la dégradation constante des conditions de travail, les cadences abrutissantes et le manque d'effectifs que l'administration aggrave dans l'optique de son plan de restructuration et d'automatisation et de la distribution.

Les travailleurs exprimaient aussi bien sûr, même confusément, leur volonté de dépasser les limites catégorielles et interclassistes de la journée nationale d'action bidon prévue pour le 19 novembre.

Leur détermination et leur enthousiasme, les travailleurs syndiqués ou non, les concrétisaient en participant en nombre aux piquets de grève, aux assemblées générales, aux débats et discussions sur leurs conditions de travail, et à une manifestation où une centaine d'entre eux se retrouvèrent devant le siège de la direction départementale du Val-de-Marne.

La question de l'unité syndicale est apparue avec clarté dans ce mouvement. Alors que les bonzes s'entendent comme larrons en foire au sommet dès qu'il s'agit d'enterrer la lutte -c'était bien le but de la journée du 19!-, ils refusent cette unité à la base dès qu'il s'agit d'une lutte réelle. Ils prennent alors prétexte d'oppositions tout à fait secondaires entre eux et qui n'ont aucun intérêt pour les travailleurs pour la saboter.

Il fallut donc mener un véritable combat dans la section CGT contre la démagogie anticédétiste et anti-gauchiste pour que les deux sections appellent en commun à la grève.

Le fait d'avoir surmonté cette division artificielle créa non seulement un courant d'enthousiasme parmi les syndiqués mais encouragea également la masse des travailleurs à se mettre en mouvement.

Cela n'a pas empêché naturellement les staliniens, tout en soutenant officiellement la grève, de travailler en douce à calomnier les deux camarades sanctionnés et de présenter comme un acquis, une garantie, les promesses creuses du chef de centre ou du directeur départemental qui parlaient de revoir la notation des camarades dans... 6 mois. Une campagne anti-gauchiste utilisant men songes, calomnies et insultes était menée parallèlement.

Ayant à vaincre une forte opposition à l'intérieur même de leur section, ils n'ont dû leur "victoire" qu'aux mesures de terreur qu'au troisième jour de la grève ils ont, en désespoir de cause, été contraints d'appliquer ouvertement: militants et adhérents de la CGT (dont certains étaient parmi les animateurs de la grève) se sont vu interdire, au nom de la ...démocratie et de la discipline syndicale, toute prise de position publique contraire aux décisions prises "démocratiquement" par la section (c'est-à-dire par les bonzes opportunistes) et même tout contact et toute discussion avec les "irresponsables" de la CFDT, enfin toute participation aux A.G. Profitant de l'absence des 3/4 des syndiqués cégétistes, ils firent voter dans une réunion de section sur mesure la reprise du travail pour le 19 à 20 heures.

C'est sous les huées des cédétistes et de nombreux non syndiqués qu'un des bonzes de la CGT montrait l'exemple en reprenant le travail le premier, en pleine assemblée générale, suivi par les syndiqués CGT de sa brigade qui n'osaient pas enfreindre la "discipline".

"L'unité syndicale" était rompue, le mouvement de grève s'arrêtait et tout le monde reprenait le lendemain.

La situation n'était pas mûre pour arracher la direction du mouvement. Les coups de l'opportunisme ont eu pour résultat d'abattre pour de longs mois la masse des travailleurs, mais en revanche la lutte renforça les rangs des travailleurs combatifs et leur détermination.

LA SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS DU LIVRE (DÉC.76)

Cette lutte est caractéristique de la mobilisation à laquelle étaient restés disponibles les secteurs les plus avancés. Le fait que les postiers étaient quotidiennement confrontés au tri du *Parisien Libéré* était une occasion propice pour élargir leur champ de préoccupation (voir *Le Proletaire* n° 234).

Les postiers de la brigade A firent grève le 6 décembre à 90% pour se rendre massivement à la manifestation de soutien organisée à Paris, soit quinze jours seulement après la grève précédente. A 17 heures, 25% des travailleurs de la brigade 17/24 se mettaient aussi en grève. Enfin, à 20 heures, si du fait de l'apathie des dirigeants cégétistes, les camarades de la brigade de nuit décidaient de ne pas faire grève, ils s'organisaient pour interdire l'entrée du centre de tri au fourgon qui y livre chaque nuit *Le Parisien* destiné aux abonnés du Val-de-Marne, fourgon escorté en général par des CRS et des RG.

Un piquet de surveillance avait été placé aux portes du centre pour filtrer les entrées et prévenir l'ensemble des travailleurs de l'arrivée des flics. Par deux fois dans la nuit du 6 au 7, les flics se présentaient devant le centre. Chaque fois, plus de cent travailleurs quittaient leurs postes de travail pour se précipiter aux grilles du centre et interdire la livraison du *Parisien*. Devant la rapidité de la mobilisation et la détermination des travailleurs, les flics n'insistaient pas et renonçaient à forcer le passage.

Malgré les appels de certains bonzes opportunistes à la modération, les travailleurs du centre ont mené la même action les deux nuits suivantes.

Leur combativité et leur volonté d'exprimer dans l'action leur solidarité étaient telles que les manoeuvres de trahison de certain bonze de la CGT qui n'a pas hésité à aller parlementer avec les flics avant de demander aux travailleurs de libérer le passage pour ne pas "gêner les négociations en cours avec Amaury" ont été vigoureusement et unanimement condamnées, les travailleurs restant sur place jusqu'au départ de la police.

Tout au long de la journée du 6 et les jours suivants, de nombreux travailleurs du centre ont discuté, en réunion de grévistes par exemple, de l'historique et des conditions de la lutte des ouvriers de l'imprimerie (IMRO, Chaix, Néogravure, etc.). Certains ont même parlé du caractère corporatiste, collaborationniste, boutique et chauvin des dirigeants de la FFTL.

A ce propos sont apparus clairement les ravages de la politique de division perpétrée par les bonzes parmi les travailleurs : c'est ainsi qu'un travailleur a contesté la nécessité de la solidarité avec ceux du Livre pour la raison que ces derniers avaient laissé passer en 74 dans *Le Parisien* des insultes contre la grève des postiers. Il a fallu expliquer les raisons (pression du patron et du syndicat) de l'attitude qui avait choqué les postiers et montrer que la solidarité prolétarienne ne se marchande pas.

Beaucoup ont condamné l'absence d'une préparation réelle de l'ensemble des travailleurs pour soutenir de façon directe et collective les travailleurs du *Parisien Libéré*, en mettant en cause directement les directions syndicales confédérales.

Il était donc clair pour un secteur plus large de travailleurs que l'antagonisme entre les méthodes de la lutte de classe et celles des bureaucraties syndicales n'était pas local mais général.

LA DÉFENSE D'UN TRAVAILLEUR LICENCIÉ (MARS 77)

Là encore, il s'agit d'une action de solidarité de classe très importante à cause de la nature de la

sanction qui a frappé un jeune auxiliaire, licencié pour avoir chapardé des treillis durant son service militaire, deux ans plus tôt!

Il a fallu qu'une poignée de militants prennent en charge, presque toujours seuls, la défense de ce travailleur, qui, faute d'un soutien militant de toutes les forces agissant dans la CTA, et à cause de l'inertie volontairement affichée par les différentes instances de la CGT, n'a pu être réintégré. D'une part, les ravages que l'opportunisme a créés dans la classe ouvrière n'ont pas permis que les travailleurs se mobilisent profondément pour défendre leur camarade. D'autre part, très longtemps, la lutte contre ce licenciement n'a pu dépasser le plan juridique (étude du "dossier", appel à un avocat, etc.). Mais en même temps, des AG du personnel étaient organisées pour sensibiliser les travailleurs sur ce cas criant de répression. Tout ce travail, mené uniquement par un noyau de travailleurs, tentait d'allier une défense très minimum, avec des moyens très limités, à une campagne plus large d'explication politique sur ce qu'est la solidarité prolétarienne, qui doit être pour tout travailleurs exploité une question de principe, qu'aucun préalable politique ou moral ne doit venir entraver.

C'est pourquoi, après avoir mené cette campagne de façon intransigeante, ces travailleurs ont décidé d'appeler malgré toutes les difficultés de mobilisation et les conditions défavorables, à une grève de 24 heures sans préavis, quitte à n'entraîner que la frange des travailleurs combatifs et sans se faire d'illusions sur l'impact réel que cette grève pouvait avoir sur l'administration. Il s'agissait de montrer qu'il y avait là un principe élémentaire de la lutte de classe à défendre : celui de la solidarité active et inconditionnelle avec tout travailleur victime de la répression bourgeoise.

Comme prévu, la grève fut peu suivie. Si les staliniens, comme c'est classique, n'ont rien fait pour la préparation de ce mouvement, il faut aussi dénoncer l'attitude prise par les militants de la LCR qui ont soutenu la grève du bout des lèvres, en la détournant de ses objectifs réels, sous prétexte que la grève était... "impréparée" et "irresponsable" (rien de moins !).

Ajoutons qu'avant d'être contraint d'accepter dans les faits son licenciement, le camarade licencié fut maintenu huit jours à son poste de travail par quelques-uns de ses camarades (nous reviendrons sur cette méthode de lutte) et qu'une collecte fut organisée pour le soutenir financièrement.

Il est à relever, le travailleur étant originaire de la Martinique, qu'il a été possible de mener aussi, et pour la première fois, une action concrète en direction des camarades antillais. Beaucoup d'entre eux furent d'abord très étonnés, puis très enthousiastes, de voir quelques travailleurs de métropole prendre en charge la défense de l'un des leurs, chargé d'un casier judiciaire de surcroît, alors que FO qui regroupe beaucoup d'Antillais le calomniait et s'opposait résolument au mouvement.

Il est indéniable que cette action, même minoritaire, conçue plutôt comme une action de protestation, a contribué à s'attaquer aux divisions créées par l'oppression coloniale entre les travailleurs. Et le fait que la mobilisation des travailleurs antillais soit restée faible dans les mouvements ultérieurs montre quel effort reste à faire, d'abord en direction des travailleurs métropolitains, pour dénoncer l'impérialisme français et l'oppression nationale et coloniale.

LA GRÈVE DES CENTRES DE TRI DE BANLIEUE (MAI 77)

Depuis plusieurs mois, la pression des travailleurs se faisait plus grande dans de nombreux centres de tri. Un symptôme était donné par la grève du Landy, où les travailleurs occupèrent leur centre plusieurs jours pour protester contre les conditions de travail lamentables et la répression. A cette occasion les bonzes parisiens de la CGT se signalèrent en se faisant les complices déclarés de la police qui expulsa les travailleurs, quand ils diffusèrent massivement dans la région un tract insultant pour les grévistes qualifiés de "provocateurs".

De nombreuses grèves eurent lieu à Paris et en banlieue, centre par centre. Malgré la mobilisation croissante des postiers, qui souvent refusaient les grèves de 24 heures aussi inefficaces qu'épuisantes, les unions régionales CGT et CFDT refusaient toujours d'impulser une lutte d'ensemble, centralisée, et sabotèrent toute tentative de mettre en place une coordination des centres de tri.

Finalement, c'est au début mai, alors que la pression retombait et que la lassitude gagnait, que les bonzes régionaux déposèrent un préavis de grève reconductible à compter du 11 mai, mais pour les seuls centres de banlieue, tandis qu'une "semaine d'action" était concédée du 9 au 17 mai dans les centres parisiens.

Il s'agissait pour eux de redorer un blason bien terni auprès des travailleurs, tout en se donnant des garanties pour que la lutte soit de courte durée et ne s'étende pas à d'autres catégories de travailleurs.

En caricaturant ainsi l'arme de la grève, ils voulaient aussi prouver que les travailleurs ne sont pas prêts à la lutte et qu'il vaut mieux attendre les élections sans bouger.

C'est ce souci d'installer un véritable mur de silence autour des travailleurs en grève qui prévalut de leur part durant toute la préparation et le déroulement de l'action.

Laissant chaque centre dans l'obligation d'improviser isolément la façon de mener et d'étendre la lutte, ces directions syndicales n'avaient accompli aucun travail minimum d'agitation dans les centres parisiens, pourtant conviés à une "semaine d'action". Dans ces centres un silence total était fait sur le déroulement de la lutte dans les centres de banlieue.

Aucun travail de mobilisation parallèle n'était mené en direction des postiers des bureaux et de la distribution, qui ont pourtant des revendications similaires à celles de leurs camarades des centres de tri (salaires, diminution du temps de travail, effectifs, etc).

Privés de cet appui indispensable des centres parisiens et des bureaux de poste, les travailleurs des centres de banlieue étaient dès le départ condamnés à l'échec et à l'essoufflement.

Cependant, nous avons pour notre part défendu la thèse de la participation à ce mouvement. Il s'agissait dans notre idée de faire participer au mouvement qui, sans perspective économique, prenait un simple caractère de protestation, non pas tant la masse des travailleurs que les travailleurs combattifs, de manière à mettre à profit l'énergie de ces derniers et la sensibilité qui existait çà et là dans les autres centres, pour tenter de *tisser des liens à la base* et hors des instances bureaucratiques qui, comme l'avait prouvé la "préparation" de la grève, refusaient toute coordination.

Durant les trois jours qu'aura duré la grève, de nombreuses réunions de grévistes ont permis une participation active des travailleurs à l'action, et l'organisation collective, à la base, d'un travail de popula-

CGT

CENTRE DE TRI DE CRETEIL

CFDT

CAMARADE TRAVAILLEUR

LES POSTIERS DU CENTRE DE TRI DE CRETEIL S'ADRESSENT A TOI

NOUS SOMMES EN GREVE AVEC PREAVIS ILLIMITE DEPUIS LE 11/5/1977 à 0H

POURQUOI ?

- L'amélioration de nos conditions de travail.....
- L'augmentation massive des effectifs.....
- Des conditions de vie décentes - logements, transports, etc.....
- Les 2.300 F minimum.....
- Les 35 H en jour ,14 nuits par mois.....

En entrant en lutte ,nous affirmons notre refus catégorique des sacrifices que le plan BARRE nous impose.

TRAVAILLEUR DU VAL DE MARNE

Ces sacrifices ,ne les subis - tu pas toi aussi ?

- COMME NOUS, TES CONDITIONS DE VIE SONT DEPLORABLES.....
 - COMME NOUS, TU N'AS QU'UN SALAIRE DE MISERE.....
 - COMME NOUS, TU EXIGES L'AMELIORATION DE TES CONDITIONS DE TRAVAIL..
 - COMME NOUS, TU LUTTES CONTRE L'AUSTERITE .LES SACRIFICES , LE CHÔMAGE ET LA VIE CHERE.....
- ▶ Camarade,
Ces jours-ci ,ton courrier aura du retard,.....
- Tu connais le sens de notre lutte,notre lutte est juste,soutiens-la activement !.....
Parles-en dans ton entreprise,dans ton quartier ,de cette SOLIDARITE dépend l'issue de notre lutte!.....

FORTS DE TON SOUTIEN..... NOUS SOMMES SURS DE VAINCRE !.....

risation en direction des travailleurs des centres parisiens et des autres catégories de travailleurs dans le Val-de-Marne.

Les grévistes ont rédigé deux tracts pour expliquer leur lutte à l'extérieur. Le premier a été distribué par leurs soins dans trois centres parisiens pour montrer aux camarades de ces centres la communauté d'intérêts existant entre eux et les appeler à rejoindre rapidement leur lutte pour pouvoir faire une pression sérieuse sur l'administration. Si, à Paris Brune, cette initiative suscita une assemblée du personnel organisée par la CFDT, les bonzes CGT des centres de Brune et PLM réagirent violemment contre les grévistes de Créteil qu'ils accusèrent de "non respect" de l'indépendance des sections syndicales locales!

Cette protestation véhémement contre une tentative de nouer des contacts directs entre travailleurs est bien compréhensible de la part des bonzes syndicaux responsables de la diffusion d'un tract ignoble de la CGT, qui, alors que les CRS venaient d'expulser violemment les postiers du Landy qui occupaient leur centre, ne trouvait rien de mieux que de dénoncer le responsable de la section CFDT de ce bureau, qui dirigeait la grève, comme un provocateur manipulé par l'administration.

Le second tract rédigé par les grévistes de Créteil s'adressait aux autres travailleurs du Val-de-Marne. Ils expliquaient les buts et le sens de leur grève et, après avoir montré en quoi leur lutte s'inscrivait dans le cadre d'une lutte d'ensemble de tous les travailleurs contre l'austérité capitaliste et les mesures anti-ouvrières du plan Barre, concluaient par un appel à la solidarité active des travailleurs avec les grévistes des PTT.

Ce tract fut diffusé massivement à la porte de certaines entreprises et bouches de métro du département du Val-de-Marne.

D'autre part, les grévistes décidèrent d'occuper l'ANPE de Créteil. Cette action fut saluée par une motion de solidarité des employés de l'agence avec lesquels des contacts furent pris.

Enfin, devant le sabotage systématique de la coordination des centres en lutte perpétré par les directions syndicales régionales et départementales, devant l'absence totale d'initiative centrale, les grévistes de Créteil envoyèrent une nuit des délégations importan-

SOLIDARITE AVEC LES NETTOYEURS DU METRO EN GREVE

Depuis le 31 mai, les travailleurs du nettoyage du métro sont en grève. Ces travailleurs dont 95% sont immigrés, sont traités comme des bêtes par les patrons des 6 entreprises de nettoyage.

Ces patrons, avec l'entière complicité de la RATP, assurent leurs profits de négriers au prix de la misère abrutissante qu'ils imposent aux travailleurs qu'ils exploitent :

- * salaires de 1700 F par mois
- * hygiène et sécurité inexistantes (pas de vestiaires, pas de douches, pas de gants pour l'emploi des produits chimiques)
- * brimades et exactions racistes incessantes (les travailleurs sont contraints de nettoyer les voies sans que le courant soit coupé sur les rails)

Pour briser le poids de cette exploitation, pour résister à la rapacité de leurs patrons, les travailleurs de ces 6 entreprises, tous unis, ont cessé le travail pour une durée illimitée.

ILS EXIGENT :

- l'amélioration des conditions de travail
- l'application des conventions collectives qui sont toujours bafouées
- 2300 F mensuels pour 173 h de travail
- dimanches et jours fériés payés intégralement
- 2 jours de repos consécutifs par semaine
- l'application des règles d'hygiène et de sécurité
- l'arrêt immédiat des brimades et exactions racistes des sbires à la solde des patrons
- le paiement des jours de grève

Pour des travailleurs qui subissent une telle exploitation, surtout quand ils sont immigrés, faire grève, cela veut dire rendre plus durs encore les sacrifices quotidiens, rendre plus dures les violences policières et celles des milices patronales (des jaunes ont été employés sous la garde de chiens policiers).

Voilà pourquoi, pour pouvoir continuer leur lutte et arracher la satisfaction de leurs revendications, ces travailleurs ont besoin de la solidarité active, la plus large possible, de tous les travailleurs, et ESSENTIELLEMENT DES TRAVAILLEURS FRANCAIS.

Leur lutte est un exemple de courage et de détermination que chaque travailleur, quelle que soit son entreprise, sa race ou sa nationalité, doit défendre sans limites.

Faire front avec ces camarades particulièrement démunis et opprimés, en exigeant des patrons du nettoyage la satisfaction immédiate et sans conditions des revendications des grévistes, c'est pour nous tous l'occasion de renforcer la lutte unie des travailleurs contre les mesures anti-ouvrières du patronat et de l'Etat.

TRAVAILLEURS DU VAL DE MARNE !

Les postiers du centre de tri de Créteil ont déjà répondu, avec leurs sections CFDT et CGT à l'exigence de la solidarité élémentaire avec les travailleurs du métro en grève. Ils ont adopté à l'unanimité une motion de soutien et ont collecté 1100 F.

Par ce tract, ils vous demandent d'élargir cette solidarité. Dans vos quartiers, dans vos entreprises, dans vos sections syndicales, organisez activement le soutien aux travailleurs du nettoyage du métro !

Envoyez des motions, organisez des collectes, diffusez leurs tracts, prenez contact avec leur comité de grève : 67, rue de Dunkerque, Paris, Métro gare du Nord, tous les jours à 16 h 30.

Tous au meeting de soutien, samedi 18 juin à la Mutualité !

TRAVAILLEURS FRANCAIS TRAVAILLEURS IMMIGRES
MEMES INTERETS MEMES PATRONS MEME COMBAT

CRETEIL LE 17-06-77

tes dans sept centres de banlieue pour expliquer le déroulement de leur grève, les conditions de travail dans leur centre, et pour voir s'il était possible de continuer la lutte ensemble.

Il était malheureusement difficile, dans des conditions d'isolement si dures, l'absence de perspective et surtout le mutisme complet des centres parisiens, de continuer la lutte plus avant.

Mais si rien n'a été acquis pour ce qui est des revendications des grévistes, il reste cette tentative de tisser des liens à la base entre les travailleurs en lutte qui n'a pas été sans laisser de traces, puisque sans elle on ne pourrait expliquer la sympathie qui s'est manifestée pour la lutte des postiers de Créteil au mois de janvier-février 78. Le rayon de ces liens certes informels a même dépassé la région parisienne.

LA SOLIDARITÉ AVEC LA GRÈVE DU MÉTRO (JUN 77)

La grève des nettoyeurs du métro parisien n'a malheureusement suscité dans les entreprises et les sections syndicales que peu de réactions de solidarité, surtout parmi les travailleurs de métropole (voir notre brochure consacrée à *La grève des nettoyeurs du métro*). Cependant il a été possible à Créteil de mobiliser quelques forces pour apporter un soutien concret aux grévistes.

La première initiative fut la tenue d'assemblées générales expliquant le sens et les exigences de la grève. Ensuite fut rédigée une motion de soutien qui fut adoptée à l'unanimité en AG. Une collecte de solidarité organisée par des militants syndicaux permit de recueillir 1100 F.

D'autre part, un tract des sections CGT-CFDT du CTA fut rédigé et distribué aux bouches de métro et devant les entreprises de Créteil (5000 exemplaires), pour appeler les travailleurs de la ville à se solidariser avec les grévistes, et les appeler à venir au gala de soutien organisé à la Mutualité le 18 juin.

Des contacts furent pris entre quelques travailleurs de Créteil et le comité de grève. Il était possible à Créteil de mobiliser quelques travailleurs

prêts à se mettre à la disposition du comité pour lui apporter un soutien militant (piquets de grève, diffusion de tracts, etc). Malheureusement, le comité de grève des nettoyeurs du métro était lui-même aux prises avec d'énormes difficultés face aux manoeuvres et au sabotage des bonzes CFDT. Dans ces conditions, il n'eut pas la capacité d'organiser les forces qui voulaient se mettre à sa disposition et ne put les utiliser réellement.

Cependant, le travail de solidarité élémentaire accompli à Créteil suffit pour que l'appareil CFDT cherche à faire la peau à sa section du CTA. Les bonzes prirent prétexte d'un incident survenu au métro Nation entre les flics et le piquet de grève, auquel avaient participé quelques travailleurs français, dont un syndiqué de la CFDT du CTA. Ils accusèrent ce camarade d'être un provocateur et exigèrent la suspension immédiate de toutes ses responsabilités dans la section syndicale. En fait, il s'agissait évidemment, d'une part, de frapper de façon exemplaire des travailleurs en rupture avec la collaboration de classe et les méthodes de sabotage des luttes et, d'autre part, d'essayer de ternir de façon lâche et abjecte un acte de saine solidarité de classe entre travailleurs de catégories et d'origines différentes. Il est clair que la constitution de tels liens est en soi un acte d'indiscipline intolérable pour la politique de division des bureaucraties syndicales!

Cependant la réaction des syndiqués CFDT de Créteil fut très rapide et énergique, malgré un léger début de panique chez quelques éléments influencés par la LCR qui, une fois encore, jugea irresponsable et "manipulatrice" (sic!) par rapport aux syndicats l'initiative de soutien au métro. Cette réaction permit de faire le procès de la direction syndicale de la CFDT-PTT, ainsi que de l'attitude de trahison constante de la CFDT parmi les travailleurs du métro. Les bonzes préférèrent dès lors abandonner leurs poursuites contre la section.

dans la série des brochures "Le Prolétaire"

LA GREVE DES
NETTOYEURS DU METRO
-leçons et bilan-

N° 7

4 F

III. Trois mois de lutte pour la défense des vacataires

1. Deux mois de difficile préparation d'un mouvement (nov-déc 77)

Dès la fin des vacances d'été l'administration des PTT a largement recruté du personnel vacataire. Les conditions d'exploitation de ces travailleurs sont particulièrement bestiales.

Payés une misère pour une productivité similaire sinon supérieure à celle des agents titulaires, sans aucune couverture sociale, constamment menacés de licenciement, ces travailleurs sont presque tous d'anciens chômeurs que la misère contraint à accepter ces conditions, la bourgeoisie profitant au maximum de la concurrence qu'elle crée entre catégories de travailleurs.

Dès l'arrivée des premiers vacataires à Créteil, un tract des sections CGT-CFDT dénonçait cette exploitation et appelait les agents titulaires à se solidariser avec les revendications de vacataires : titularisation, augmentation des salaires, etc.

LA SITUATION DANS LE CENTRE À L'AUTOMNE

Les premières réactions des titulaires furent surtout de l'indifférence, voire de l'hostilité par rapport à ces catégories. Cela s'explique malheureusement par les effets du venin aristocratique que distil-

le l'opportunisme: ce dernier cherche à opposer les catégories et prétend défendre les intérêts de caste des uns en obtenant la suppression des autres. Toute une campagne d'explication a donc été nécessaire avant qu'une frange significative des travailleurs du centre adhère à la défense des intérêts de leurs camarades vacataires. Et il a surtout fallu que le licenciement de François Llamas mette pour de longs mois cette question au premier plan, jusqu'à ce qu'elle devienne un symbole pour l'ensemble des postiers.

Ce licenciement témoigne à lui seul du cynisme et de la fermeté de l'administration et de la bourgeoisie par rapport à ces catégories de travailleurs surexploités : François est licencié le 27 octobre 77, soit 15 jours après son embauche, sous le prétexte d'avoir déchiré un procès-verbal. En fait personne ne sera dupe dans le centre. François, jeune travailleur ayant connu plusieurs mois de chômage, avait décidé de s'insurger contre la brutalité de l'exploitation des vacataires, et pour cela avait adhéré à la section CGT, où il apparaissait en quelque sorte comme le porte-parole de ses camarades. L'administration le licenciait donc pour l'exemple, parce que c'est un principe nécessaire pour elle que d'imposer, par la force s'il est besoin, la soumission des catégories qu'elle exploite le plus durement. Dès que, comme nous le verrons, les travailleurs de Créteil commenceront à se sensibiliser contre le licenciement de François, ce licenciement prendra pour l'administration une portée générale : frapper un vacataire insoumis pour les museler tous.

Avant de parler dans le détail des deux premiers mois de mobilisation autour de la défense de F. Llamas, il nous faut revenir sur le climat général régnant à cette époque parmi les travailleurs du centre, et sur la situation générale dans les PTT.

La rentrée d'automne dans le centre de tri des PTT n'a pas été marquée par des luttes importantes, mais surtout par la répression, parfois impitoyable, de l'administration. Ainsi les responsables de la grève du Landy ont été, six mois après la grève, durement sanctionnés par des mises à pied. De même au PLM (*Le Proletaire* n° 255) un inspecteur élève qui refusait de jouer les gardes-chiourmes a été licencié.

Dans les deux cas, la responsabilité de l'opportunisme dans l'impossibilité d'une riposte sérieuse à la répression est directe. Chaque fois, les stalinien et leurs compères de la CFDT ont laissé les travailleurs subir les coups complètement isolés, et ont même mis du

leur pour frapper à leur tour et dénoncer les éléments combatifs.

A la lumière de ces deux événements, il était donc clair que pour Créteil l'administration n'hésiterait devant aucun moyen et que les travailleurs n'avaient rien à attendre pour leur défense des traitres qui passaient leur temps à poignarder dans le dos leurs camarades. La préparation rigoureuse des travailleurs de Créteil, la création d'une organisation solide, au moins des éléments les plus conscients et combatifs, devenait donc une exigence urgente pour faire face aux tentatives d'intimidation et aux menaces de répression administrative qui commençaient à planer dans le centre.

A Créteil, à part la question des vacataires, la question revendicative la plus importante est depuis de longs mois celle des conditions de travail, en particulier pour les préposés. Ce sont eux qui effectuent les travaux les plus pénibles, comme la manutention des sacs. Ce sont eux aussi qui sont les plus mal payés parmi les titulaires. Le manque d'effectifs en préposés a atteint fin 77 un niveau très important, ce qui a rendu les conditions de travail insupportables.

L'administration a donc tenté de pallier ce manque d'effectifs par un accroissement de la productivité: chasse aux temps morts, interpénétration des services... Dès septembre-octobre, il a donc été possible de prendre appui sur un ras-le-bol général des préposés pour tenter de structurer parmi eux un noyau de militants capables d'organiser leurs camarades et de prendre des initiatives de résistance plus ou moins directe à ce renforcement de l'exploitation.

Ce travail, que nous avons assumé en grande partie, a consisté à animer des réunions de préposés dans les brigades, à leur donner confiance dans l'utilisation de leur force collective et à les préparer à la lutte directe, tout en essayant de sensibiliser les agents du tri sur les revendications des préposés. La résistance s'est traduite par des baisses de cadence organisées collectivement, des délégations en masse chez le directeur, des arrêts de travail limités pour faire sauter les sanctions visant à imposer l'augmentation de la charge de travail.

Ces épisodes de simple protestation ont permis néanmoins d'unifier solidement et durablement les préposés qui, pour la plupart, seront à la tête de la lutte pendant la grève de février.

LES INITIATIVES D'ORGANISATION ET DE MOBILISATION

Nous avons vu les raisons et les circonstances du licenciement de François. Le mouvement de solidarité qui s'est cristallisé autour de lui n'a pas pris rapidement l'ampleur qu'on lui connaît. Il a fallu pour cela vaincre beaucoup d'inertie dans la masse des travailleurs et se donner les moyens de tenir pendant de longues semaines, dans une solitude paralysante. Le licenciement de François n'a en effet mobilisé au début que la frange de militants syndicaux qui maintiennent en permanence une certaine agitation dans le centre, ainsi que de nombreux préposés qui, à cause de l'exploitation accrue qu'ils subissaient, se sont reconnus aussi dans ce combat. Tout au long des mois de novembre et de décembre, la large masse des travailleurs resta spectatrice attentive des événements mais ne participa que très rarement à l'action.

Il existait donc dans le centre de tri deux groupes de travailleurs : l'un, restreint (une cinquantaine de camarades), prêt à mener un travail d'organisation et de résistance de longue haleine, l'autre (la masse des travailleurs) restant dans l'expectative. C'est essentiellement sur les forces limitées du premier groupe qu'a reposé tout le travail de préparation de la grève de février.

L'autre facteur venant limiter les possibilités d'action immédiate a été l'isolement dans lequel est restée la lutte pendant ces deux mois alors que, pour avoir des chances de succès, la lutte devait nécessairement sortir des limites du centre et entraîner d'autres secteurs.

Or, comme nous l'avons vu, les directions syndicales opportunistes sont parvenues à briser dans les syndicats tous les canaux organisatifs qui constituaient la base d'une centralisation classiste. Le choix auquel il fallait faire face à Créteil était dès lors très simple : ou tenter de créer quelques liens avec d'autres centres à la faveur d'une lutte pour la défense des vacataires, travail très long, patient, qui nécessitait une mobilisation constante d'énergies déjà largement éprouvées par les tâches d'agitation et d'organisation à l'intérieur du même centre, ou lancer ces quelques forces au risque de se faire étriller très rapidement dans des conditions extrêmement défavorables sans que cela laisse de possibilités de reprise ultérieure du mouvement.

C'est la première solution qui a été choisie, car c'est celle qui correspondait à l'état des forces en présence et qui garantissait le plus les chances de préparer aux luttes qui ne manqueraient pas de se produire plus tard.

Durant ces deux mois, l'opportunisme, lui, se contenta d'ignorer ce travail de mobilisation et de préparation. Il misait en fait sur un essoufflement rapide qui, comme on le verra, ne fut pas loin de se produire.

Les initiatives concrètes prises pendant cette période par les travailleurs furent multiples, mais toutes convergeaient vers un même objectif : dénoncer la surexploitation des vacataires, impulser la prise en compte de leurs revendications (titularisation immédiate et sans conditions, augmentations de salaires, couverture sociale, etc) par les titulaires, sensibiliser l'ensemble des travailleurs du centre à la nécessité de recourir à des méthodes de lutte classistes pour riposter à la répression (le licenciement de François étant perçu comme le signe avant-coureur d'une répression plus large, surtout contre les préposés), et enfin tisser dans la mesure du possible des liens avec d'autres travailleurs à l'extérieur.

La première des initiatives fut le maintien de François à son poste de travail. Nous nous sommes pour notre part solidarisés avec cette initiative dans la mesure où, en l'absence de possibilités d'engager dans l'immédiat une riposte plus directe, cela permettait au moins de narguer la direction et de maintenir un lien physique constant entre lui et ses camarades de travail. Cela prenait le caractère d'une volonté ferme de résistance au licenciement répressif.

Cependant, nous avons toujours combattu parmi les travailleurs l'illusion, répandue spécialement par les centristes de la LCR, que cette tactique serait une sorte de "contrôle ouvrier" sur les licenciements, et une recette à appliquer à tous moments. Ce moyen peut être utile en laissant le temps aux travailleurs de préparer une riposte plus ouverte, par la grève, mais il devient très dangereux si l'on pense qu'il peut constituer en lui-même un moyen de pression suffisant contre l'administration ou le patron. C'est escamoter en fait le problème central de la force de coercition de l'Etat bourgeois qui bien vite sera appelé à intervenir pour défendre le droit bourgeois de propriété. Et c'est d'ailleurs ainsi qu'a réagi la bourgeoisie. A côté de cela, la section CFDT mobilisa militants et

R.I. OU LES THÉORICIENS AUX MAINS PROPRES

Le n°47 (mars 78) de Révolution Internationale ricane du jugement porté par notre journal sur la grève:

"Quelle ne fut pas notre surprise de voir que le PCI dans "Le Prolétaire" n°260 rejoignait par son jugement les gauchistes!

Lutte exemplaire, disent-ils tous en chœur: les postiers de Créteil en riposte au renvoi d'un travailleur, continuèrent à travailler, sans se mettre en grève(...). Et qu'on ne nous dise pas qu'il était impossible de faire autrement alors qu'au même moment, (...) des situations identiques accompagnée d'arrêts de travail existaient dans plusieurs centres de tri. C'est par la grève et sa généralisation que les ouvriers auraient pu briser leur isolement."

Mais le maintien sur le poste, que nous n'avons évidemment pas théorisé, et qui découlait de la faiblesse du mouvement, n'a-t-il pas précisément été dépassé par la grève? Voilà ces messieurs pris en flagrant délit de mensonge.

En voici d'ailleurs un autre au sujet de l'occupation: "les gauchistes et les syndicats (...) s'enfermèrent dans le centre. Ainsi prisonniers de leur occupation, ils laissèrent, de leur propre aveu (!!!), les syndicats s'occuper de l'information et de l'extension de la grève aux autres centres." Il aurait fallu, selon ces Messieurs, "étendre la grève partout où cela était possible par des délégations massives, malgré et contre les syndicats (...)".

Comme si tout l'effort des postiers de Créteil n'avait pas consisté à mener depuis de longs mois une lutte pied à pied pour chercher les liens avec d'autres centres et même d'autres entreprises, comme à Créteil, "malgré et contre" les bureaucraties syndicales!

On jugera à sa juste valeur le procédé qui consiste à accuser les travailleurs eux-mêmes des limitations mises au mouvement par les bonzes. Mais quoi de plus naturel que cette erreur pour des gens aux yeux desquels la lutte économique de défense (et pire, menée par le canal du syndicat) est réformiste par nature!

Mais puisque ce journal donne de si utiles conseils pour "généraliser la lutte", il conviendra sans doute que cela ne se fait pas sans organisation. Et puisque R.I. admet qu'il est nécessaire de "briser l'isolement", comment se fait-il que l'on n'ait pas vu les postiers appartenant à ce groupe venir prêter main-forte à leurs camarades de Créteil et aider à nouer des liens avec leurs centres?

Sans doute ces humbles tâches d'organisation d'une lutte réelle sont-elles au-dessous de la dignité de nos brillants donateurs de leçons?

travailleurs pendant ces deux mois pour organiser une campagne d'information sur la ville, auprès des travailleurs actifs et chômeurs (tracts diffusés aux ANPE). Des milliers de tracts ont été distribués devant les entreprises, aux bouches de métro. Les travailleurs ont tenté de mobiliser les préposés des bureaux de distribution, ont collé des centaines d'affiches. De même, ils ont tenté, malheureusement sans beaucoup de résultats, de prendre quelques contacts avec les autres centres de tri. Toutes ces initiatives, auxquelles nous nous sommes associés avec certains militants de la section CGT, étaient parfaitement justifiées dans la mesure où elles contribuaient à lancer un appel à la solidarité prolétarienne. Cependant, il a été nécessaire d'en limiter l'extension et la durée car il a fallu pour les mener à bien mobiliser plusieurs jours durant toutes les forces disponibles dans le centre, ce qui faisait courir le risque de désorganiser l'effort militant pour mobiliser la masse des travailleurs indécis à l'intérieur même du centre de tri.

A cette campagne pour faire connaître la situation du centre de Créteil, ce groupe de travailleurs tenta d'associer des initiatives plus directes. Ainsi il fut possible de lancer une grève de 24 heures le 3 novembre sur le cas Llamas et la répression, grève assez bien suivie, mais pas assez enthousiaste pour qu'un prolongement immédiat lui soit donné. De même, le 16 novembre, lors d'une journée d'action nationale catégorielle touchant les seuls agents du tri, grève de division que nous avons dénoncée ouvertement comme telle en AG, de nombreux préposés se sont associés néanmoins à la grève en solidarité avec François, donnant ainsi au mouvement une dimension plus classiste.

Enfin, un des éléments essentiels de mobilisation a été les AG quasi quotidiennes tenues par les militants syndicaux dans toutes les brigades. La tenue de ces AG a eu un rôle de mobilisation très important, car c'est là que chaque jour la masse des travailleurs était informée du développement du mouvement de solidarité et vigoureusement appelée à entrer à son tour dans la bataille.

La circulation constante de l'information et la fermeté du ton employé dans ces AG, permirent, sinon de lancer dans la lutte la masse des travailleurs, du moins de la maintenir en éveil et de lui permettre de ne pas décrocher entièrement du combat mené par leurs camarades plus déterminés.

Cependant, il est clair que le mois de décembre

fut difficile à passer, car ces travailleurs plus motivés commençaient à subir le poids de la fatigue créée par les efforts fournis et, d'autre part, commençaient à être gagnés par un début de démoralisation bien compréhensible dans un conflit de cette sorte qui rampe et traîne en longueur, reste isolé et, en apparence, sans perspective d'extension.

C'est pourquoi nous en étions venus, avec d'autres camarades, à envisager le retrait de François du centre de tri, où la situation commençait à pourrir lentement et où ce maintien au travail ne paraissait plus correspondre à un objectif concret d'accroissement de la mobilisation des travailleurs contre la répression dont François avait été victime.

2. Les luttes du début de l'année (janv - fév 78)

On aurait pu concevoir fin décembre que la bourgeoisie laisse encore pourrir l'affaire. Ce ne fut pas sa tactique et, en intervenant, elle créa au contraire le choc psychologique nécessaire pour faire repartir le mouvement.

DU PROCÈS AU DÉCLENCHEMENT DE LA GRÈVE

Le procès en référé du 30 décembre ne se passa pas dans l'indifférence. Une cinquantaine de postiers étaient présents, des militants syndicaux mais aussi des travailleurs de base, notamment les préposés. Cependant la masse des travailleurs n'était pas secouée et c'est la raison pour laquelle une grève n'était pas encore possible. C'est là, à notre avis que la bureaucratie syndicale a fait une erreur. De même que la bourgeoisie était contrainte de faire de l'affaire Llamas une question de principe, de même la fonction de pompiers sociaux des bonzes opportunistes les a conduits à venir dé-

clarer une *solidarité formelle* avec le mouvement, ce qui était facilité par le fait que la lutte semblait se placer désormais sur un plan juridique.

En réalité, les bonzes surestimaient énormément la possibilité des travailleurs de base de se mettre en mouvement, comme plusieurs indices l'ont montré. En particulier ils craignaient qu'une explosion ne mette le feu aux poudres dans la région parisienne, surtout si les travailleurs combattifs de Créteil persistaient dans l'effort qu'ils avaient démontré être capables de faire en mai 77 : aller vers les autres centres.

C'est ainsi que tout l'appareil départemental et régional se mobilisa, accompagné des élus de gauche et de toute la troupe de leurs valets de pied et faire-valoir, officiels et officieux.

Le résultat a été que ce cinéma a donné aux travailleurs qui n'avaient pas encore bougé la confiance pour se mettre en mouvement, au moment de la convocation de Llamas au commissariat, à la fin janvier. Ce faisant les bonzes ont fourni *malgré eux*, comme on va le voir, la possibilité aux militants et aux travailleurs combattifs de faire le lien avec la masse des travailleurs.

Il s'agissait de ne pas se laisser désarçonner par le caractère ambigu de la situation créée (1). En ce qui nous concerne, nous sommes partis de l'idée que les bonzes n'entraient dans la lutte que pour chercher à l'étouffer, et de l'appréciation qu'ils n'avaient pas

(1) Cet épisode a provoqué une polémique entre nous et les militants de Lutte Ouvrière. Ces derniers n'avaient pas participé à l'effort des semaines précédentes visant à chercher à l'extérieur une solidarité nécessaire pour la défense des vacataires; selon eux, cela gênait l'organisation des travailleurs à l'intérieur du centre. L'argument aurait pu être intéressant... si ces camarades n'avaient pas refusé de participer au travail de mobilisation des travailleurs à l'intérieur du centre. Lorsque toute l'armée réformiste s'est mise à parader dans le mouvement et que la lutte exigeait la mobilisation de toutes les forces pour éviter de passer sous le contrôle des bonzes, ces Messieurs de L.O se sont mis à expliquer leur refus du travail de préparation de la grève par la présence des bonzes dans le mouvement et le besoin de se "dédouaner" par rapport à l'attitude de soumission totale de la LCR aux directions réformistes.

Mais n'est-ce pas précisément en organisant les prolétaires qui se mettent en mouvement sur de réels besoins de lutte, et non par l'abstention doublée de prêches moralisateurs, que l'on peut espérer arracher la lutte à l'influence de l'opportunisme, ou du moins en préparer les conditions?

la capacité de répondre aux exigences que les travailleurs mis en mouvement devaient nécessairement ressentir. Si bien que, à condition que l'on défende effectivement les besoins de la lutte, la masse des travailleurs pouvait être acquise aux méthodes de lutte et la *direction pratique effective* du mouvement pouvait ne pas tomber dans les mains de l'opportunisme, malgré sa mobilisation.

C'est ainsi que pendant tout le mois de janvier, nous avons contribué à mettre en avant dans les AG le besoin de la grève, de la solidarité de classe, au point que les bureaucrates n'ont jamais pu devant les travailleurs faire leur propagande légaliste et conciliatrice habituelle. Ils ont donc pris le parti de laisser faire, d'attendre leur heure.

Parallèlement, nous avons diffusé un bulletin syndical spécial pour expliquer aux travailleurs de Créteil qu'en faisant croire qu'ils appelaient véritablement à une solidarité, les bonzes ne cherchaient qu'à endormir leur réflexe qui était de chercher à étendre le mouvement. Nous dénoncions aussi dans les autres centres le mensonge de la solidarité bureaucratique et nous appelions à une rescousse réelle.

Les travailleurs les plus combattifs n'ont pas été dupes, malgré la satisfaction affichée par la LCR (2) (cf. *Le Prolétaire* n° 258) en voyant les bonzes entrer dans le mouvement, mais il est vrai que le travail d'exten-

(2) Cette pantomime bureaucratique aura suffi aux apôtres de l'unité à tout prix de la LCR pour communier avec les bonzes sur le même autel de l'œcuménisme opportuniste.

Qu'on en juge! Après avoir glorifié sénateurs, bonzes et députés pour leur "soutien sans exclusive", le bulletin "Taupe Rouge" du CTA affirme: "Cette unité des travailleurs et de leurs organisations CGT, CFDT, PC, PS, extrême gauche, s'est aujourd'hui réalisée sur des revendications posées par les travailleurs du CTA; pourquoi ce qui est possible ici ne le serait-il pas au niveau national pour satisfaire les revendications des travailleurs? (...) La satisfaction de ces revendications passe par le renversement du Plan Barre, par la formation d'un gouvernement du PC et du PS en qui les travailleurs font majoritairement confiance, et dont ils exigent satisfaction en chassant Giscard et sa constitution réactionnaire".

Il n'est pas surprenant des lors que les militants de la LCR, constamment en retrait dans les étapes décisives de la lutte (mais puisque les bureaucrates sont là pour faire le travail...) se soient montrés presque plus hargneux que les bonzes contre le tract où nous expliquions le sens de l'intervention des réformistes dans la lutte et le travail militant assumé par nous depuis le licenciement de François.

sion a été en partie paralysé par la formidable pression qu'il fallait exercer localement contre l'appareil syndical pour garder une *véritable liberté de mouvement*.

L'administration fit donc convoquer François Llamas, après constat d'huissier, au commissariat de police de Créteil. Comme ils l'avaient fait lors du procès en référé les travailleurs du CTA décidèrent de réagir immédiatement. Ils décidèrent d'organiser une délégation de masse chez le directeur départemental. Ce dernier refusa de recevoir la délégation venue protester contre la convocation chez les flics et se mit à insulter les travailleurs. Ceux-ci décidèrent alors, dans un mouvement de colère général et spontané, d'occuper la direction départementale.

Une délégation des occupants s'est rendue ensuite au centre de tri pour expliquer la situation aux camarades qui prenaient leur service à 20 heures.

Ces derniers se mirent en grève immédiatement à 100 % et allèrent se joindre aux occupants. Jusqu'à une heure avancée du matin, les occupants scandèrent des slogans exigeant la réintégration de François, tous assis dans les couloirs de la direction. C'est en chantant l'Internationale et le poing levé qu'ils furent expulsés par les forces de l'ordre vers une heure et demie.

L'OCCUPATION ET SA PORTÉE

Aussitôt, tous les occupants se rendirent au CTA qu'ils décidèrent d'occuper immédiatement. L'occupation s'organisa sur le champ : non une occupation symbolique mais une occupation bien réelle et très rigoureuse. Les grévistes décidèrent en AG, puisque c'était bien une grève illimitée qui débutait, de se fixer trois tâches prioritaires qu'ils se répartirent en commission : l'une pour l'organisation du service de garde et du service d'ordre contre la possible intervention des flics ou de nervis, une autre pour organiser et préparer l'animation et la popularisation de la grève, la dernière pour assurer la ravitaillement des occupants. L'occupation devait durer une semaine, jusqu'à l'intervention de 500 CRS au petit matin, le vendredi 3 février.

A l'intérieur, l'organisation des occupants ne cessa de se renforcer tout au long de la semaine. Toutes

les portes d'entrée furent bloquées avec des sacs et des charriots, les non-grévistes et bientôt les représentants de l'administration furent interdits d'entrée.

L'occupation, pas plus que toute autre forme de lutte, ne peut être prise pour une recette, une formule magique.

Dans un premier temps, elle servit à la généralisation de la lutte en empêchant les jaunes d'entrer et en interdisant l'accès à l'administration. Elle permit aussi de donner aux travailleurs ce *pôle de regroupement et d'organisation* que devraient théoriquement constituer la Bourse du travail ou l'Union locale des syndicats, théoriquement car outre le fait que les sections syndicales des PTT n'ont aucun lien horizontal, les travailleurs ne se sentent pas à l'aise dans les locaux habituellement fréquentés par les bonzes comme l'a démontré la suite : la Maison des Syndicats mise à la disposition des grévistes n'a jamais réussi à attirer réellement les travailleurs.

Dans un premier temps non plus, l'occupation ne gêna pas la solidarité puisque les travailleurs affluèrent des autres centres et services et même des autres entreprises, notamment avec le rassemblement du 31 février. Cependant il arriva un moment où l'extension du mouvement rendait nécessaire que toutes les forces des grévistes, désormais organisées grâce à l'occupation, se mobilisent pour aller vers d'autres centres, comme cela avait été le cas en mai 77.

Heureusement, pourrait-on dire, la police délivra les occupants, dispensant ainsi de poser le problème de lever l'occupation

LES CARACTÈRES ET LES LIMITES DE LA GRÈVE

En effet, une fois les tâches ci-dessus remplies, l'occupation n'aidait plus à la lutte parce que le caractère même du conflit, qui resta dans l'ensemble un conflit feutré, où chacun se mobilisait et observait l'adversaire plutôt qu'il ne livrait ouvertement bataille, ne poussait pas à utiliser dans l'occupation le moyen de pression que donne la prise en otage de machines, comme cela a été le cas par exemple dans la grève de LIP en 73 et 74. D'ailleurs la grève recula sur ce point quand se posa le problème, notamment sur la question des médica-

ments (les travailleurs du CTA en grève ont accepté d'a cheminer les médicaments sous la pression d'une campagne hypocritement humanitaire orchestrée par la bourgeoisie).

Et il faut dire que la tactique qui a été en quel que sorte suivie spontanément par les grévistes et qui a conduit à avancer jusqu'à la limite de l'affrontement puis à reculer était fondamentalement juste. Elle nous semble correspondre assez bien au rapport de forces. Elle a servi à gagner à chaque fois en mobilisation, en évitant les coups de tête à contre-temps.

Ce résultat est indéniablement à mettre au compte de l'*organisation effective* de la lutte. Et il serait tout à fait faux d'en tirer des conclusions hâtives.

Les bureaucrates ont vanté la grève comme une "grève responsable" justement parce qu'elle n'est pas arrivée à l'affrontement ouvert. Mais que serait l'organisation si elle ne devait pas servir à préparer l'affrontement inévitable, à permettre aux travailleurs d'y faire face en en sortant vainqueurs ?

De même, les gauchistes qui en tirent la conclusion qu'on peut éviter l'affrontement ouvert avec l'opportunisme ne comprennent pas qu'il n'y a pas eu de bataille ouverte avec lui à Créteil même, tout simplement parce qu'il a dû suivre le mouvement sans en avoir la direction pratique, mais il est indéniable que la bataille aurait été inéluctable -et c'est pourquoi il faut la préparer- si l'affrontement avec l'administration et la police était devenu ouvert. La belle "fraternité" qu'y ont trouvée les spontanéistes aurait alors volé en éclats.

A l'inverse, on ne peut pas dire que c'est la présence des bonzes réformistes qui a empêché à Créteil même l'affrontement ouvert. C'est le lien organique entre la direction réelle de la lutte, les travailleurs combattifs et la masse des travailleurs mobilisés, son enjeu ainsi que l'état général des forces en tenant compte de la combativité des autres centres -état général des forces malgré tout défavorable dans lequel la responsabilité des bonzes syndicaux est écrasante- qui a marqué à la grève ses *limites conscientes*.

LA TENTATIVE AVORTÉE DE GÉNÉRALISATION DE LA GRÈVE

Devant le dynamisme de la grève de Créteil, les bonzes avaient prévu une éventuelle journée de solidari-

té pour le 9 février, comptant bien que d'ici là la grève serait épuisée.

La bourgeoisie pouvait donc concevoir une intervention de la police en étant protégée des réactions éventuelles par l'exutoire du 9. Mal lui en prit. Encore une fois, la sensibilité des travailleurs à la question de la répression se révéla être très grande.

Il faut dire qu'elle était d'autant plus vive que l'"affaire Llamas" était devenue une sorte de symbole de la lutte contre le couple barbare surexploitation des travailleurs actifs et misère des travailleurs au chômage, accentué par la généralisation des formules d'auxiliariat, de vacatairiat et autres délices qui suscitaient au même moment, dans d'autres endroits (comme à Marseille ou à Pontoise), des luttes contre des licenciements de postiers.

L'annonce de l'intervention de la police suscita un réel élan de solidarité.

La quasi totalité des Centres de tri et centraux d'arrondissement, à Paris et en banlieue, débrayèrent. En province, le mouvement fut plus diversifié, et plus tardif, mais quelques grands centres se mirent immédiatement en grève: Marseille gare, Lyon gare, Clermond-Ferrand, Rennes, Saint-Etienne, etc.

Cependant, les dirigeants syndicaux régionaux et fédéraux laissèrent les travailleurs sans aucune perspective, n'indiquant ni moyen, ni objectif à atteindre.

La circulation de l'information sur l'état du mouvement entre les centres fut savamment sabotée par les bonzes. Par exemple, les travailleurs de Créteil ont appris les différents débrayages de province par la radio, de même qu'en de nombreux endroits, c'est la radio et non les fédé qui a déclenché la solidarité. Rien n'a été fait dans les centres de tri pour centraliser réellement le mouvement, et l'on a même vu des "piquets de grève" comme à Brune, constitués non tant pour empêcher jaunes et responsables de l'administration de pénétrer dans les locaux que pour filtrer d'éventuelles délégations de travailleurs d'autres centres.

Il est clair que la bureaucratie syndicale savait contre quoi elle luttait. D'ailleurs, à une réunion de syndiqués CGT organisée le 5 février à la Bourse du Travail de Paris, le secrétaire général de la fédération CGT, le bonze Frischmann l'a rappelé avec force: " Pas de

coordination!". Il s'est même payé le culot à cette occasion d'expliquer que la grève étant partie de la base, prendre des initiatives centrales contreviendrait à la nature du mouvement. " Il ne faut pas voler la grève des jeunes", a eu de son côté la démagogie de s'exclamer un bonze de la fédération CFDT, Rozé, dans une publication de cette centrale.

D'autre part, les objectifs revendicatifs avancés par les bonzes sur leur plate-forme centrale témoignent de leur soumission objective aux intérêts de la bourgeoisie et de l'administration. D'abord, dans cette plate-forme, les bonzes se sont payé le culot de proposer comme base de lutte à l'ensemble des postiers la satisfaction des revendications de...Créteil CTA! -

De plus, et c'est là le plus grave, alors que l'élan de solidarité parti de Créteil mettait enfin en avant la situation des vacataires, les bonzes ne dirent pas un mot de la seule revendication capable de souder effectivement les travailleurs par-dessus les limites de catégories : titularisation immédiate et sans condition de tous les hors-statuts mais renforcèrent les préjugés aristocratiques de tous les titulaires en exigeant l'arrêt de l'embauche des vacataires.

Enfin, montrant tout leur mépris des travailleurs et leur haine de la lutte prolétarienne, ces mêmes bonzes allèrent jusqu'à dénoncer "l'apathie" des travailleurs, soi-disant incapables de lutter, pour expliquer la reprise du travail qui s'effectua partout avant la fin de la semaine. Mais qu'avaient-ils donc fait, eux, les bonzes, ces "lutteurs infatigables" pour motiver les travailleurs ? Est-ce donner confiance aux travailleurs que de "découvrir" leur lutte trois mois après le début de la bataille, ou encore de les appeler à manifester au Ministère des PTT comme le 6 février, pour les faire tourner autour du bâtiment, en précipitant la dispersion, sans laisser le temps à des liens de s'établir, en refusant que Créteil prenne la tête du cortège, ce qui a une signification plus que symbolique!

Cette manoeuvre des bonzes cherchant à éviter tout "débordement" des travailleurs qui manifestaient avec beaucoup d'enthousiasme et de détermination a provoqué sur le champ des huées et des protestations des manifestants. Lorsqu'à la fin du défilé, un représentant de la CGT tenta à plusieurs reprises de prendre la parole, il fut couvert par les sifflets et les clameurs, de sorte que les bonzes CGT plièrent bagage sans insister.

LA GRÈVE VUE PAR "L'HUMANITÉ"

L'Humanité a suivi la grève avec une certaine habileté, sans jamais la contrer, mais en dénaturant son objectif et ses méthodes.

Ainsi, le PCF a-t-il contribué, grâce à la perche tendue par la LCR, à faire du "maintien sur le poste" une panacée : "Les postiers ont choisi, avec leurs syndicats CGT et CFDT, des formes de lutte originales. Pour surprenantes qu'elles soient, celles-ci remportent l'adhésion des travailleurs par leur caractère offensif et responsable. C'est ainsi, qu'à l'exemple de Créteil, les postiers du centre de tri de Paris-Nord s'engagent aujourd'hui à faire travailler 10 vacataires dans des emplois à temps complet. Cette nouvelle forme de lutte pourrait également s'étendre au centre de tri de Paris-Austerlitz, où des problèmes identiques sont posés" (L'Humanité du 30/1/78). Comme si tel était l'enseignement de Créteil, et non la grève sans préavis ni limitation préalable de durée rompant avec tout le train-train épuisant des débrayages catégoriels programmés, surtout dans cette période où pas moins de six journées d'action avaient été prévues entre le 20 et le 30 janvier !

De même, la défense des vacataires et la revendication de leur titularisation immédiate dans le but d'unir les rangs des travailleurs et de lutter contre l'alternative barbare entre sur-exploitation et chômage est devenue défense du service public dès L'Humanité du 31/1/78 où on cite le bonze CGT Frischman : "Les postiers ont raison de lutter pour leurs revendications. En luttant ainsi ils défendent également la qualité du service public et l'intérêt de la nation".

Le 7, la parole est à Krasucki qui fait encore mieux puisque "parlant des conditions dans lesquelles étaient employés les vacataires il a dénoncé ce 'sous-prolétariat, sous-payé et sans aucune protection sociale'".

En réalité, la grève sert à l'opportunisme de clignotant, de sonnette d'alarme pour aller mettre sur le tapis vert le dossier du "problème" posé : ici, le problème des vacataires. Il ne s'agit pas pour les bureaucrates de soulager les vacataires de l'exploitation et d'unir les rangs ouvriers, mais de "trouver une solution" au "problème du vacatariat" qui, en mobilisant les travailleurs, devient dangereux. D'où ce mépris aristocratique pour les vacataires traités de "sous-prolétariat" !

D'ailleurs, quand L'Humanité dénonce ce "sous-prolétariat", l'expression est significative : ce n'est pas en réalité la misère des vacataires que dénonce le PCF, c'est les vacataires eux-mêmes, au nom de la peur que les prolétaires inspirent aux bourgeois et à leurs larbins, justement parce que dans la lutte, ils n'ont rien à perdre !

Comment les travailleurs auraient-ils eu confiance alors qu'ils sont trompés, abandonnés constamment par ces mêmes personnages ? Au PLM, les travailleurs ignoble ment trahis il y a quelques mois dans leur lutte de solidarité contre le licenciement de Minvielle (voir Le Prolétaire n° 258) ont même refusé de se lancer dans le mouvement quand ils ont vu que les fédérations appelaient au débrayage, tant la cicatrice de la dernière trahison était encore brûlante.

LA TACTIQUE DES BUREAUCRATIES SYNDICALES

Les bonzes ne pouvaient attaquer de front la lutte à Créteil. Ils devaient donc l'entourer d'une sollicitude hypocrite tant pour paralyser la tendance des grévistes de ce centre à se lier effectivement avec les autres, comme nous l'avons suspecté dès le début de l'entrée des fédérations dans le mouvement (voir Le Prolétaire n° 258), que pour pouvoir se couvrir dans les autres centres de la sympathie qui se manifestait instinctivement envers les postiers de Créteil et donner l'illusion, en l'absence d'une force capable de les combattre à l'échelle générale, que les exigences de la solidarité étaient satisfaites.

Les bureaucraties sont encore une fois parvenues à jouer leur rôle de pompiers. Mais c'est au prix d'une mobilisation sans égal de tout l'appareil bureaucratique pour dresser un pare-feu entre Créteil et les autres centres. Imaginez que deux ou trois centres dans la région parisienne luttent au diapason dans un mouvement comme celui que nous avons connu. La double tactique des bonzes aurait alors été impossible et il leur aurait fallu trouver une tactique de trahison plus directe, donc plus dangereuse pour eux (3).

(3) On peut lire dans le Quotidien du Peuple du 8/02/78: "Pendant près de trois mois, le PCF a donc fait le silence sur la lutte, a tout mis en oeuvre, dans la CGT, pour que la mobilisation ne se fasse pas, malgré les engagements pris. Quand il a commencé à s'en occuper, ce fut d'une façon intéressée, liée à la situation électorale, et en limitant au maximum son intervention au plan local."

Une telle analyse nous semble superficielle. Il est vrai que la perspective électorale est inséparable de la méthode réformiste, et qu'il est facile de trouver à tout moment un "débouché électoral" aux luttes, puisque les élections sont désormais devenues permanentes. Cependant, s'il n'y avait pas eu de "situation électorale" les partis de

(suite page 54)

L'avenir du mouvement réside donc dans le resserrement des liens entre Créteil et les autres centres, afin que ces derniers bénéficient de l'expérience qui a été acquise et que le prochain mouvement démarre avec un *minimum de liaison* qui permette de généraliser les résultats de celui-ci et de rendre la tâche de pompiers des fédérations plus difficile.

C'est ce pour quoi nous avons essayé de lutter à travers toute la grève par la propagande que nous avons faite tant à la manifestation centrale du 6 que sur les différents centres et services.

C'est également ce qu'ont senti les travailleurs de Créteil qui, prenant appui sur la combativité de centres comme Nanterre, Issy-les-Moulineaux, Meaux en banlieue et Montparnasse à Paris qui semblaient pouvoir continuer le mouvement, ont cherché, par des délégations dans les autres centres, l'organisation d'assemblées et le débat sur place avec les travailleurs sur les conditions de la poursuite de la lutte, à jeter les bases d'une liaison réelle entre centres.

Cependant, le ressort était déjà brisé. La tactique des bureaucraties avait réussi. Après une semaine de grève consécutive à l'intervention des flics, seuls Créteil et Nanterre étaient toujours en lutte. Les travailleurs du CTA de Nanterre, en butte à une répression constante et acharnée, ont mis beaucoup d'espoir et de détermination dans cette grève. Malheureusement, à part les contacts établis avec Créteil, ils restèrent totalement isolés. Ils durent reprendre le travail épuisés, sans avoir abouti et malheureusement assez démoralisés (4).

(suite de la note de la page 53)

gauche et les bureaucraties syndicales qui leur sont liées auraient agi pratiquement de la même manière, pour arriver au même résultat: éteindre les étincelles de la lutte, circonscrire les explosions, éviter l'extension de l'incendie. Bref, ils auraient agi de toute façon en fonction de leur rôle de pompiers sociaux pour lesquels l'arme électorale est un instrument parmi d'autres.

(4) L'Humanité du 9 février a le culot de titrer "pression continue aux PTT"! La grève est finie partout, la "journée d'action prévue" peut de dérouler tranquillement. Mais qui l'a vue, cette journée d'action? Les travailleurs avaient la mine trop maussade pour faire attention à elle. Le train-train bureaucratique avait repris son cours....

3. La reprise et l'après-grève

Restant désormais seuls en lutte, et jugeant qu'il leur était impossible par leurs seules forces de redonner vie au mouvement, les postiers de Créteil décidèrent le mercredi 8 la reprise du travail, mais pour le dimanche 12 février.

Cette décision permettait d'abord d'éviter la désagrégation de la grève, désormais inévitable, et la reprise en ordre dispersé, ensuite de ménager aux travailleurs un temps de repos avant la reprise du travail, enfin et surtout de tenter un ultime effort pour chercher à cimenter, à chaud, une liaison avec les postiers combattifs des autres centres. Tel était le sens de l'organisation d'un gala de solidarité le samedi 11.

LE GALA DE SOLIDARITÉ

Du point de vue de la solidarité, le gala fut un succès indéniable. La salle, bondée, ne s'était pas seulement remplie pour les chanteurs et troupes d'acteurs, mais beaucoup de postiers et d'autres travailleurs étaient venus apporter un soutien moral et financier aux grévistes. Le gala fit 3000 entrées et le soutien, collectes comprises, s'est élevé à 5 millions de francs anciens.

Cependant, l'objectif de la liaison entre les centres, en fait à notre avis le plus important, n'a pu être que très partiellement atteint. Il y a plusieurs raisons à cela.

D'abord, les forums qui étaient initialement prévus pour prendre des engagements avec des camarades d'autres centres n'ont pu avoir lieu pour la bonne raison que les salles promises furent refusées au dernier moment, sans que les organisateurs aient eu le temps de se retourner.

Ensuite, parce que le bilan général de la grève qui pouvait déblayer le terrain en vue d'une coordination n'a pu être complètement tiré, du fait de la préparation insuffisante sur ce point des interventions faites au nom des sections syndicales qui avaient pris la

responsabilité de l'organisation du gala, mais aussi de la suppression des forums qui auraient pu permettre un approfondissement des leçons tirées dans les interventions centrales.

Néanmoins, après l'intervention de la CFDT qui fit l'historique de la lutte, le point sur la question des vacataires, et termina sur une analyse du renforcement organisationnel des travailleurs, l'intervention faite au nom de la section CGT tira le bilan des importants acquis organisatifs de la lutte, et mit l'accent sur les méthodes de lutte directe utilisées, bien que la critique des bureaucraties réformistes n'ait pu être faite que de façon voilée et non directe. Elle affirma que les postiers rentraient plus forts qu'avant la grève, mit en garde l'administration contre toute tentative d'intimidation et conclut par un appel à la solidarité de classe et la réaffirmation que le sens du gala était d'assurer une réelle liaison à la base entre les centres.

LES RÉSULTATS DE LA LUTTE

Personne, parmi les grévistes, ne se faisait d'illusion sur la possibilité d'arracher la réintégration de François Llamas. En effet la valeur de symbole qu'aurait prise une telle victoire pour l'ensemble des travailleurs des postes était telle que pour faire céder l'administration sur ce point il aurait fallu engager des forces bien supérieures, ce qui était impossible sans un mouvement d'ensemble organisé.

Il est clair aussi que la portée d'une victoire aurait dépassé largement les limites des PTT et aurait pu déclencher une réaction en chaîne parmi les jeunes prolétaires et les chômeurs dont la situation est identique à celle des vacataires, et donc contribuer à "déstabiliser" le plan anti-ouvrier de l'Etat bourgeois.

Certaines promesses ont été néanmoins faites par l'administration ; elles concernent certains points de la plate-forme des centres de tri de banlieue, l'augmentation des temps de pause ainsi que la situation générale des vacataires ; mais, outre le fait que ces "acquis" restent pour le moment très imprécis en ce qui concerne leur ampleur et leur mise en application, il est trop tôt pour se prononcer sur leur importance réelle.

Aucune revendication fondamentale n'a donc été satisfaite, et les raisons qui ont poussé à ce mouvement devront nécessairement en susciter de nouveaux qui seront

plus larges et plus puissants sous peine d'être battus.

Cependant, la masse des grévistes a repris avec le sentiment justifié d'avoir forgé tout au long de ce mouvement une force collective plus affermie, d'avoir gagné plus d'expérience et d'organisation dans la lutte. C'est là le principal acquis de la grève.

Le jour de la reprise, des assemblées de personnel ont été organisées à chaque prise de service, dans toutes les brigades, pour expliquer aux non-grévistes la portée du mouvement, tirer les premiers enseignements de la lutte et affirmer clairement face à l'administration que toute éventuelle mesure de rétorsion ne laisserait pas les travailleurs sans réaction. Il faut souligner qu'à part la présence d'un secrétaire départemental de la CGT, aucun bureaucrate cravaté, aucun député en mal de publicité ne vint cette fois s'exhiber devant les travailleurs...

LA SITUATION UN MOIS ET DEMI APRÈS

Aujourd'hui, la défaite du mouvement d'ensemble permet par exemple au PLM de mettre à pied pour un total de 10 mois - ce qui est une sanction énorme - un militant qui avait pris la parole au cours d'une délégation chez le directeur pour défendre un camarade, licencié avec la bénédiction des bonzes staliniens abjects de la CGT, et le soutien implicite de la CFDT (voir *Le Proletaire*, n° 255).

Mais à Créteil, où le recul s'est effectué de façon organisée, et disciplinée, l'administration ne peut pour l'instant attaquer de front les travailleurs. La seule mesure répressive a été l'interdiction des assemblées générales, acquis essentiel des travailleurs au cours de deux années de lutte. Cette interdiction a été tout de suite transgressée, militants et travailleurs ont immédiatement réagi en organisant plusieurs assemblées générales dans tous les services pendant plusieurs jours, et en faisant intervenir le maximum de camarades. Les travailleurs ont répondu collectivement aux sanctions et demandes d'explication qui sont tombées à la suite des différentes prises de parole en AG.

L'administration tente d'autre part, non sans quelque succès, de désorganiser les travailleurs dans le centre de tri en jouant sur la rotation des effectifs. La quasi totalité des travailleurs du CTA sont des jeunes provinciaux qui n'aspirent à rien tant que retourner

dans leur région d'origine. Après la grève, l'administration a donc accordé leur mutation en province aux travailleurs qui se sont montrés les plus actifs pendant la lutte. Cela déséquilibre la structure militante construite patiemment, mais cela permettra en contrepartie de créer des liens entre Créteil et les bureaux où ces travailleurs vont être mutés. L'administration remplace ces départs par la nomination à Créteil de nombreux auxiliaires titularisés, sur lesquels elle exerce une pression constante par un chantage au blocage de la mutation (cette catégorie obtenant en général très rapidement d'être mutée en province).

Maintenant, les travailleurs vont récupérer la fatigue de la lutte. Mais ce temps sera mis à profit pour tirer le bilan précis de la grève, combattre ses points faibles et préparer ainsi les conditions propices au succès des prochaines luttes.

"Ces grèves ne sont en général que des escarmouches d'avant poste, parfois aussi des combats plus importants; elles ne règlent rien définitivement, mais elles sont la preuve la plus sûre que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Elles sont l'école de guerre des ouvriers, où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable; elles sont les pronunciamientos de différentes branches de travail consacrant leur adhésion au grand mouvement ouvrier.

Et, en tant qu'école de guerre, elles sont d'une efficacité sans égale."

Engels, 1844.

"Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs."

Marx, Engels, 1848.

IV. Le combat entre les deux méthodes : le réformisme et la lutte de classe

Le lecteur se sera déjà convaincu que la vie de classe qui a pu naître dans le centre de tri de Créteil n'a pu se maintenir qu'avec une pression constante contre les bureaucraties réformistes des syndicats. Il y a véritablement eu depuis le début un combat, tantôt ouvert, tantôt feutré, mais constant, entre deux méthodes, celle de la lutte de classe et celle de la collaboration, de la soumission aux intérêts de l'administration. De ce combat, la grève de janvier-février 78 n'a été qu'un épisode, et d'ailleurs pas le plus caractéristique.

1. La bataille dans la CFDT

Constituée pour l'essentiel de travailleurs très combattifs, la section CFDT est dirigée, comme nous l'avons vu, par des militants ou d'ex-militants de groupes d'extrême gauche. Cette section est devenue, au fil des différents épisodes de lutte décrits dans cette brochure, à l'échelle nationale, le symbole d'un enjeu important entre éléments combattifs et bureaucrates dans la Fédération CFDT des PTT, au même titre par exemple que la section de Lyon-Gare, récemment décapitée (voir *Le Proletaire* n° 255).

Dans la CFDT, les sections PTT constituent l'"aile gauche" et remuante de la Confédération. Cependant, elles sont très souvent aussi en fait le refuge douillet des groupes centristes qui rêvent de se constituer une "clientèle" syndicale à bon compte, sans avoir à mener un combat de front dans la CGT où se trouve la colonne vertébrale de l'opportuniste syndical, ce qui entraîne

pour les militants de notre parti une adhésion prioritaire à la CGT.

La section de Créteil participe donc par certains côtés à ce courant "gauche" qui peut parfois, malgré beaucoup de confusion et de lacunes, canaliser des énergies prolétariennes dynamiques en rupture difficile avec l'opportunisme. L'appareil CFDT s'est longtemps contenté d'orchestrer des calomnies et de lancer des bruits de couloir sur le compte des militants de Créteil. Il cherchait évidemment à faire le vide autour d'une section qui, par certaines initiatives très positives qu'elle a prises, pouvait devenir un instrument centralisateur des éléments d'avant-garde des sections de base dans les centres de tri. Citons à titre d'exemple l'effort très opportun de cette section de se lier à d'autres sections de base, après la grève de mai 77, en communiquant à plusieurs sections du département et de province un dossier synthétique de la grève de mai 1977.

L'attaque la plus directe de la bureaucratie a été la tentative d'exclusion d'un militant, que nous avons déjà évoquée lors de l'épisode du soutien à la grève des nettoyeurs du métro. Notons que la LCR a eu l'occasion de montrer une fois de plus son attitude conciliatrice frisant la capitulation. Il a fallu la révolte de classe instinctive des militants de la section contre cette basse mesure de répression frappant un des leurs pour que la LCR en vienne à le défendre mollement contre les bonzes.

Malheureusement, malgré le grand nombre d'éléments très combattifs qu'elle regroupe, cette section n'a pu apparaître que rarement comme une force capable de prendre des initiatives propres, et surtout de se départir d'un certain velléitarisme cultivant les explosions généreuses et spontanées, mais peu apte à construire patiemment la structure organisationnelle indispensable au renforcement des liens avec la masse des travailleurs. Cette lacune a pu être comblée dans une certaine mesure grâce à la faiblesse de l'implantation réformiste dans le centre et le soutien permanent qu'ont apporté à cette section des militants combattifs de la CGT. Il est cependant certain qu'elle a affaibli la logistique antiréformiste dans le centre de tri, dans la mesure où la majeure partie du travail d'organisation des travailleurs, ainsi que la difficile préparation des différentes luttes a dû souvent être assumée en grande partie par les militants oppositionnels de la CGT, qui ont pourtant les coudées moins franches que dans la section CFDT et qui ressentent plus durement encore le poids de l'appareil bureaucratique du syndicat.

2. La bataille dans la CGT

LES FORCES EN PRÉSENCE DANS LA CGT

Dans la section CGT, les travailleurs combattifs et les militants d'extrême gauche n'ont pas trouvé une opposition réformiste véritablement structurée. L'opportunisme a souffert au départ d'un manque de militants chevronnés, capables de roublardise et de sens de la manœuvre, et pouvant cristalliser autour d'eux une force suffisante pour frapper le moment venu.

Le camp réformiste dans la section est constitué pour partie des cadres et petits chefs, pour partie de militants de base du PC dont certains ont su se montrer capables à certaines occasions de rompre sur le terrain avec l'orientation collaborationniste de leurs dirigeants.

Le personnel d'encadrement et les vieux militants du PCF n'ont jamais été, bien entendu, à l'initiative des luttes dans le CTA. Leur seul souci a été de s'incruster dans les postes de responsabilité que l'administration leur a offerts à la cantine ou les clubs de sport. Leur seule activité militante est la diffusion de tracts qui sont régulièrement pondus par l'appareil.

Lorsqu'un noyau de militants combattifs, dont la composition politique a souvent varié, est arrivé dans la section, les réformistes ont d'abord tenté de prendre appui sur la sympathie dont ils bénéficiaient parmi la masse des travailleurs et dans la section pour briser tout élan classiste. Cependant, totalement inexpérimentés, ils s'y sont pris de façon très maladroite, de sorte qu'ils se sont peu à peu dévoilés aux yeux des travailleurs comme des éléments liquidateurs du mouvement syndical à Créteil.

Dès que leur capacité de résistance au "gauchisme" a décliné sur le terrain, les staliniens ont préféré utiliser une autre méthode, celle de la chaise vide. Ils ont laissé les quelques militants combattifs assumer seuls toutes les tâches de fonctionnement et d'animation de la vie de la section, n'apparaissant que pour regrouper leurs troupes lors des votes importants, comme l'élection de la commission exécutive et du bureau de la section. Cette attitude d'inertie a suffi à éteindre pen

dant longtemps toute vie réelle dans la section, où seuls quelques syndiqués combattifs, dont certains inscrits au PC d'ailleurs, venaient régulièrement aux réunions. Les cadres et certains membres du PC ont cependant toujours tenté d'atteindre les militants d'extrême gauche et les travailleurs combattifs, soit en manoeuvrant avec l'administration, soit en menant campagne dans leur dos.

Au bout de quelques mois, deux camps d'importance à peu près égale se sont dessinés dans la section : les cadres et les staliniens d'un côté, les militants d'extrême gauche et syndiqués combattifs de l'autre.

Le second groupe a naturellement souffert d'un manque constant d'homogénéité, mais nous avons toujours pour notre part poussé, sans pour cela renoncer à notre entière indépendance politique, à ce que toutes les forces se réclamant des méthodes de la lutte de classe et de la lutte anti-opportuniste fassent front commun sur le terrain syndical.

Nous devons dire que nous avons pu travailler sans fausses notes avec des militants de L.O., au moins au début, tant qu'il s'agissait d'un travail revendicatif et organisatif véritablement élémentaire.

L'existence de ces deux camps s'est naturellement traduite au niveau de la commission exécutive et du bureau qui, n'ayant pas d'existence formelle à l'arrivée des militants combattifs, ont tout naturellement été investis par ces derniers.

Quand des élections eurent lieu, ces militants y ont trouvé une place officielle sans problème, bien que le camp réformiste, qui a le lien réel avec la bureaucratie départementale et régionale (et qui l'aurait même s'il n'était pas représenté dans le bureau !) ait pu se réserver un certain nombre de places, ne serait-ce que du simple fait de la composition de la section syndicale à laquelle adhèrent des travailleurs pour des raisons qui ont peu de choses à voir avec la défense collective.

La participation au bureau - où notre camarade a pour sa part accepté un poste mineur - a indéniablement été utile pour toucher la masse des travailleurs, car elle a permis de mettre à profit toutes les possibilités "légalistes" qu'autorise le mandat syndical.

Mais il est clair que notre travail syndical n'a jamais été, au moins pour ce qui nous concerne, prisonnier de la section CGT, pour la bonne raison que de nom-

breux éléments combattifs n'en font pas partie. De même, l'étiquette syndicale n'a jamais signifié pour nous - et ne pourra jamais signifier - la discipline au formalisme bureaucratique, pas plus que la soumission à l'orientation opportuniste. Par exemple nous n'avons jamais vendu l'exécration torchon réformiste qu'est la VO. Notre prise de responsabilité syndicale n'est possible que dans la mesure où le rapport de force nous permet de défendre notre méthode, et notre participation dans le bureau est su bordonnée à sa propagation.

De fait, ce n'est pas dans le cadre étroit de la section que s'est forgée l'organisation des travailleurs dans le centre, mais à travers une activité plus large et constante auprès de couches plus larges, syndiquées ou non, dans des réunions de service, assemblées générales, intersyndicales, réunions de grévistes, etc. C'est à travers toute cette activité patiente et moléculaire que les militants combattifs de la CGT ont pu gagner la sympathie de la masse des travailleurs, ce qui leur a permis de garder leurs responsabilités dans la section CGT où ils n'avaient pas une force numérique (lors des votes par exemple) constamment favorable.

C'est l'influence gagnée dans ce travail à la base qui a permis aux éléments combattifs de figurer au bureau de la section, et leur a permis de rendre ce travail plus large, et non bien entendu l'étiquette CGT.

LA LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE CGT

La véritable force de l'opportunisme, c'est le poids de l'appareil bureaucratique central. Ce poids est tel qu'un mouvement qui reste localisé dans un seul centre, même si celui-ci s'enflamme entièrement en rompant les limites de brigades et de catégories, n'a aucune chance de succès car il pourra être isolé et finalement asphyxié.

C'est là-dessus qu'ont joué les bonzes de l'UD et de l'UR. Jamais ils n'ont donné à Créteil les moyens de rompre l'isolement en prenant appui sur des liens noués avec les autres centres. De même, la section de base ne disposant d'aucun moyen matériel pour assurer son fonctionnement (pas même une ronéo !), il est facile à une UD d'avoir un moyen de pression sur les militants de base, en contrôlant par exemple le contenu des tracts qui sont par la force des choses tirés à l'UD.

Les militants de Créteil ont donc dû mener une véritable guérilla avec l'UD et l'UR, louvoyer et manoeuvrer lorsqu'ils étaient en position de faiblesse, agir indépendamment d'elles lorsque cela a été possible - comme cela a été notamment le cas d'octobre à décembre 1977, au début de l' "affaire Llamas".

Un des succès à mettre à l'actif de cette guérilla a été le maintien et le renforcement d'une unité syndicale à la base, quasi organique, avec la section CFDT, obtenue grâce à plusieurs mois de luttes incessantes, parfois très violentes, dans les réunions de syndiqués. Seuls les coups toujours plus violents portés contre les bonzes et certains adhérents particulièrement virulents du PC ont permis de faire passer cette pratique dans les moeurs de la vie syndicale à Créteil. Cette victoire s'est d'ailleurs traduite par un renforcement des positions des éléments radicalisés dans le bureau de section, et par la défaite puis la capitulation d'un apprenti bureaucrate qui leur avait fait la chasse durant un an.

Après la grève de mai 77 cependant, les bureaucrates trouvèrent que cette section avait décidément participé à des initiatives bien trop incontrôlées à son goût et grosses de répercussions possibles dans les autres centres de tri de la région parisienne.

C'est pourquoi ils dépêchèrent à l'automne un des leurs dans le centre de tri pour y mettre bon ordre. La section était donc dorénavant gratifiée de la présence d'un bonze expérimenté, habile et expert en manoeuvres en tous genres, le secrétaire départemental du syndicat, membre du PS de surcroît.

La bataille pouvait donc s'engager contre les syndiqués combatifs. Il fallait un prétexte : les bureaucrates s'en prirent à la position des militants de L.O. dénonçant le fait que les syndicats gèrent la cantine.

La réunion mémorable de la commission exécutive au cours de laquelle le secrétaire de section proposa la dissolution du bureau et qui devait être un procès en règle des militants de L.O., s'est transformée en fait en un véritable procès de la politique des bonzes syndicaux.

L'attaque des bonzes avait provoqué un front syndical qui, dépassant la question secondaire de la gestion de la cantine, fit, pendant trois heures, le bilan de l'activité passée des militants actifs de la section et le procès du camp réformiste et bureaucratique.

Il faut dire que cette lutte fut amortie et limitée dans ses résultats d'abord par le fait que la vie de classe n'avait pas son centre dans la section, même si elle y passait, ensuite par le fait que le front constitué ne sut pas tirer les conséquences tactiques de son avantage, enfin par la dérobade des militants de L.O. qui accusèrent l'un et l'autre camp de briser "l'unité du syndicat" ! Tant et si bien que sortit de cette bataille un véritable monstre, un bureau qui institutionnalisait un "équilibre" entre les "gauchistes" qui y maintenaient toutes leurs positions et les réformistes qui réussirent à y faire entrer le bureaucrate professionnel parachuté dans la section.

Cet épisode a marqué pour nous la fin d'un travail étroit avec les militants de L.O., déjà devenu délicat en plusieurs occasions tant cette organisation s'est engagée dans un repli sectaire et une pratique de boutique, oscillant entre un maximalisme verbal tout à fait hors de propos la conduisant à mépriser et à désertier le lent et modeste travail d'organisation méthodique des travailleurs et, d'autre part, des reculs lourds de conséquences pour cette même organisation quand les bonzes ont frappé le plus fort.

LES TERMES DE LA BATAILLE DANS LA GRÈVE DU DÉBUT 78

Cet équilibre des forces qui s'était réalisé dans le bureau de la section CGT laissa les deux camps dans un attentisme prudent et une attitude d'observation vigilante quand commença le mouvement du début de l'année.

C'est dans ces conditions que l'entrée en mouvement de la masse des travailleurs modifiait les termes de la lutte entre les deux forces. En effet, alors qu'il avait été possible d'arriver, dans la section syndicale CGT, à une cassure nette entre les tenants de deux méthodes radicalement différentes, il n'y a pas eu de cassure avec le camp réformiste de la section dans la conduite de la grève elle-même car celle-ci n'aurait pu provenir que d'une opposition irréductible manifestée sur les questions pratiques naissant des besoins de la grève elle-même et de son renforcement. Le contraire aurait signifié une scission artificielle dans la lutte et aurait eu des conséquences catastrophiques.

Or le fait que la grève soit allée à la limite de l'affrontement avec l'administration mais sans le déclencher a entraîné que l'affrontement ouvert entre les deux forces existant dans la section a pu être évité pendant la grève.

Il est cependant à noter que la grève contesta *pratiquement* toutes les méthodes habituelles des confédérations, mit en avant des revendications opposées à la conception des réformistes, que jamais l'opportunisme n'a pu contrer ouvertement, même si son poids bureaucratique a permis qu'elles ne soient pas introduites dans les négociations avec l'administration qui ont été menées indépendamment de la lutte elle-même.

Cette pression constante de la lutte explique que le bonze local ait dû mettre la main à la pâte et qu'à aucun moment il n'ait pu faire passer les méthodes spécifiques de l'opportunisme. Il a été assez intelligent pour comprendre même que s'il ne prenait pas certaines initiatives allant dans le sens de la lutte, elles seraient prises par d'autres. Mais tel était le prix à payer pour pouvoir combattre demain les "gauchistes". Nombreux furent les travailleurs combattifs qui ne furent pas dupes.

Le bonze appartenait au groupe qui dirigea de fait la grève. Ce groupe était composé d'un dirigeant de la CFDT, de deux militants combattifs de la CGT et du bonze en question. Mais la participation de ce dernier n'a jamais signifié que l'opportunisme avait la direction de la grève, bien que cette participation ait été le signe de la limite objective que n'a pu dépasser le mouvement, et qui tient à un rapport de forces général.

Cependant, le fait qu'il aurait été faux de provoquer artificiellement une cassure pratique dans la grève elle-même ne pouvait nullement impliquer pour nous de taire les divergences de méthode, d'orientation et de faire croire à une unanimité qui n'était qu'apparente.

C'est ainsi qu'à l'opposé des militants centristes qui se sont laissés envoûter par le spectacle d'un réformiste "gauchisant", nous avons toujours eu ouvertement avec ce bonze une attitude de distance sans équivoque et de fermeté, conscients que nous sommes de la mission de police et de mise au pas des militants combattifs qu'il est venu remplir dans la section (rappelons au passage que c'est ce même bureaucrate qui, alors qu'il s'occupait de l'UD à tout fait pour freiner, y compris sur le plan strictement légal et juridique, le travail de solidarité entrepris autour de l'auxiliaire antillais licencié en mars 77).

Cette démarcation, claire et manifeste pour la frange radicalisée des travailleurs, ne pouvait être que difficilement compréhensible pour la masse des travailleurs qui luttèrent souvent pour la première fois. La critique générale de la méthode opportuniste a pu prendre pied plus sur l'attitude des structures départementales ou fédérales, dont l'attitude d'abord récupératrice et ensuite désorganisatrice dans la dernière grève a été manifeste aux yeux de nombreux travailleurs, que sur la pratique mielleuse des réformistes à l'intérieur du centre.

Ce facteur, ainsi que le manque néfaste d'homogénéité politique parmi les travailleurs combattifs, où les courants centristes véhiculent des positions conciliatrices, expliquent les limites que nous avons dû accepter de mettre à l'intervention de la section CGT au Gala de solidarité qui terminait la grève.

Ces limites étaient dues d'une part à l'absence de préparation suffisante des interventions, d'autre part aux flottements des militants des courants politiques centristes. Lancer dans ce gala une attaque en règle, ouverte et frontale contre les opportunistes exigeait que les travailleurs aient par avance commencé à tirer un bilan collectif du jeu des différentes forces qui ont été impliquées dans le conflit, afin que l'inévitable réaction des bonzes présents dans la salle ne puisse prendre à partie tel ou tel intervenant en individualisant l'affrontement, mais s'affronte à une force collective et homogène. C'est cette homogénéité sur l'analyse des responsabilités de l'opportunisme qui manquait pour qu'il soit possible de le dénoncer ouvertement, en s'exprimant au nom de la section syndicale. Le "compromis" qui en résulta avait cependant l'avantage irremplaçable d'empêcher le bureaucrate de la section CGT de faire l'intervention et d'escamoter ainsi totalement l'exposé des importants acquis organisationnels et de taire le contenu de classe des méthodes de lutte employées, ainsi que les critiques anti-opportunistes qui ont pu malgré tout être exprimées, et d'assurer par conséquent la continuité du travail d'organisation envers la masse des travailleurs.

Nous avons d'ailleurs pour notre part diffusé un tract à l'entrée du gala dans lequel étaient stigmatisées sans équivoque les responsabilités des bureaucraties syndicales et de la politique réformiste et conciliatrice.

De plus, dans le tract de bilan diffusé à Créteil la semaine de la reprise, nous avons insisté sur ce point

LE PROLETAIRE

GRUPE SYNDICAL P.T.T DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

LE VRAI RESULTAT DE NOS LUTTES C'EST

L'UNION GRANDISSANTE DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui qu'une étape de la lutte se termine il faut commencer à tirer les leçons qui renforcent les prochaines.

Si la bourgeoisie a été contrainte d'utiliser ses tribunaux contre Llamas et ses flics pour déloger les camarades de Creteil c'est parce que ces derniers l'y ont contraint en utilisant les ARMES DE NOTRE CLASSE : LA SOLIDARITE ACTIVE entre travailleurs, LA GREVE SANS PREAVIS et sans limitation préalable de durée, l'occupation, la recherche de rompre l'isolement.

Si la vague de solidarité a été aussi vaste, c'est que la lutte de nos camarades était devenu un symbole, celui de LA DEFENSE DES VACATAIRES, de la LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS de celle contre L'ALTERNATIVE BARBARE ENTRE SUREXPLOITATION ET CHOMAGE.

Mais le magnifique élan de solidarité s'est finalement tari, laissé sans perspective ET SANS DIRECTION sans pouvoir enflammer l'ensemble des P.T.T.

La responsabilité en incombe avant tout aux bureaucraties syndicales des Féd et des UR lles ne sont entrées dans le mouvement à Creteil qu'au 3^e mois de la lutte et ne l'ont suivi que pour chercher à le maintenir dans des limites acceptables par l'administration, sans parler des préoccupations électorales...

C'est pourquoi, si elles ne se sont pas en général ouvertement opposées aux manifestations de solidarité, et en appelant même de façon bureaucratique pour se dédouaner, elles l'ont trahi quand même et stérilisé en les laissant SANS DEBOUCHE PRATIQUE.

POSTIERS, CAMARADES !

Il ne faut pas que la lutte obstinée de nos camarades de Creteil et l'élan général de solidarité soient sans lendemain.

Il faut que les prochaines luttes se soient donné AU PREALABLE un MINIMUM DE LIASON ET DE COORDINATION PERMANENTE entre les différents Centres et bureaux à l'échelle régionale

C'est pourquoi, le gala d'aujourd'hui qu'organisent les grévistes de Creteil doit être l'occasion de tisser les premiers liens entre tous les postiers, et au delà tous les travailleurs, qui choisissent la voie de la lutte de classe directe et collective.

Ce gala doit avant tout permettre que nous prenions LE MAXIMUM DE CONTACTS entre les travailleurs des différents centres et entreprises, pour qu'à l'avenir, malgré l'inertie et le sabotage de la lutte orchestrée par les directions syndicales réformistes, nous trouvions la force de sauvegarder dans nos rangs un minimum d'organisation et de centralisation des énergies que nous mettrons en mouvement pour nous défendre.

CONTRE L'ORIENTATION REFORMISTE ET CAPITULAIRE!
POUR UN FRONT DE CLASSE PROLETARIEN!

REUNIONS DU PARTI: le samedi de 16 à 19h et le dimanche de 10 à 12h au 20 rue Jean Bouteiller Paris 12^e (M^o gare de Lyon) au fond de la cour à gauche.

IMPRESZ LE PROLETAIRE !

IMPRESZ au n^o 250 du proletaire imp 3pé

L. 11 février 1978

en soulignant les causes de la limitation politique donnée au gala (5).

La tâche est maintenant de faire dans les sections un bilan de la grève qui permette de surmonter les faiblesses politiques et les entraves posées par les groupes centristes à la clarification plus tranchée de l'opposition entre la méthode classiste et la méthode réformiste, et nous espérons que la présente brochure y contribuera.

3. La question de la coordination des luttes dans les PTT

Ce qu'a confirmé au plus haut point cette grève et que nous avons fait ressortir dans le bulletin de bi-

(5) Ce tract qui rappelle le rôle que doivent jouer les postiers de Créteil dans l'établissement de liens avec les autres centres affirme que cette tâche se heurtera à l'opposition des bonzes syndicaux. Il poursuit :

"Elle se heurtera aussi à l'inconséquence, à la paralysie des groupes qui refusent, parce qu'ils ont une vision déformée de la lutte prolétarienne, de combattre sérieusement l'orientation des bureaucraties syndicales.

A leur rencontre, nous affirmons que le mouvement de classe qui s'est affirmé à Créteil n'est pas le fruit d'une unanimité, qui serait parfaitement illusoire, entre militants de base et bureaucrates dans le syndicat, pas plus qu'entre révolutionnaires et partis de gauche prétendument "ouvriers".

Si une discipline commune de façade, répondant aux exigences réelles de la lutte, a pu se dessiner entre nous, c'est que bureaucrates et réformistes, sous peine de se démasquer trop manifestement ont été contraints par la force et la conscience de classe des travailleurs du CTA, de taire momentanément leur réticence et leur orientation capitulaire.

Au gala de solidarité de samedi, nous n'avons pas eu la force, faute de préparation collective des interventions, mais aussi à cause de l'orientation conciliatrice affichée depuis le début par certains courants, de dénoncer ouvertement la responsabilité des bureaucraties et des partis réformistes, à leur grand soulagement, dans le sabotage de l'extension de la grève".

lan que nous avons largement diffusé sur les centres de tri de la région parisienne, c'est le besoin de liens solides à la base et d'une véritable coordination entre les centres et services.

Il s'agit là d'une exigence que les postiers combattifs expriment régulièrement depuis la grève de 74.

Nous avons vu en effet qu'en mai 77 les travailleurs des CTA de banlieue, et particulièrement ceux de Créteil, ont spontanément cherché à trouver des points d'appui dans d'autres centres.

De même, lors de la dernière grève, Créteil a maintenu une liaison téléphonique constante avec les centres parisiens, avant d'envoyer plusieurs délégations qui ont effectué des prises de parole, échangé des informations, etc.

Lors de la grande grève de 74, tous les groupes centristes avaient déjà déploré, à l'époque, le sabotage systématique de la centralisation des énergies ouvrières auquel s'étaient livrées les directions opportunistes. Mais aucun d'eux n'en avait tiré les conclusions politiques ni les conséquences pratiques.

Ainsi, déjà à l'époque, la LCR, stigmatisant "une entreprise scientifique de démolition, l'inefficacité absolue" des directions syndicales, ne trouvait rien de mieux à opposer aux manœuvres de sabotage des bureaux crates qu'un appel impuissant à la transcroissance de la lutte immédiate dans un débouché politique consacrant en fin l'unité véritable des travailleurs, conçue comme l'unité des appareils réformistes PC-PS dans un gouvernement d'union !

Quatre ans plus tard, alors qu'une fois encore le même besoin d'une centralisation véritable, à la base, des postiers combattifs une fois encore totalement désorganisés et divisés par l'opportunisme, devenait primordial, la LCR répéta, avec encore plus de force, sa tactique en soumettant une fois encore l'unification de toutes ces forces prolétariennes en mouvement à un accord politique au sommet des directions réformistes, dont le seul objectif est précisément de briser toute unité à la base (voir le bulletin *Taupe Rouge* déjà cité en note page 46) ! Il ne s'agit même plus ici d'une prétendue tactique de débordement des appareils syndicaux, mais bien d'une adaptation sur toute la ligne de l'orientation et des méthodes de lutte préconisées par la LCR aux méthodes des bureaucrates.

Si nous donnons cette place à la critique de la LCR, c'est qu'elle est l'organisation d'extrême gauche la plus implantée dans les PTT, mais jamais elle n'a utilisé ses forces pour mettre en contact - dans des réunions périodiques, des rencontres où l'on tisse des liens, où l'on débat des revendications et des méthodes de lutte -, des groupes de postiers combattifs venant de centres différents. Ses militants n'agissent en fait souvent que comme force d'implantation de la CFDT, et non comme des éléments de centralisation à la base des énergies qui tentent de se regrouper en dehors de la surveillance opportuniste.

Ceci provient de son alignement de plus en plus manifeste sur l'orientation des grandes centrales à laquelle elle fournit désormais une sorte d'opposition "légitime" officieuse, fondée sur le respect de principe des structures officielles et des statuts cachés sous le voile de la revendication de la "démocratie ouvrière". Cet alignement est tel que la LCR en est venue à propager dans la grève le mot d'ordre honteux d'"arrêt de l'embauche" des auxiliaires et vacataires, rejoignant ainsi la politique malthusienne et aristocratique des bonzes réformistes.

Ces mêmes lacunes se retrouvent également dans les autres groupes centristes qui hésitent perpétuellement entre la critique du réformisme et la mise en pratique d'une attitude cohérente d'opposition.

C'est ainsi que malgré le nombre de postiers qu'elle influence l'OCT n'a donné aucune contribution à l'effort pratique de coordination ces dernières années.

Pour sa part, LO cultive pour ces questions un détachement méprisant, surtout lorsque la perspective électorale renforce son repli sectaire et boutiqueur. L.O. semble plus soucieuse de développer son implantation propre dans les sections syndicales que de contribuer à construire réellement les bases d'une structure organisationnelle permettant d'encadrer les travailleurs sensibles à une orientation classiste dans les luttes immédiates, même si par ailleurs certains de ses militants peuvent individuellement prendre quelques initiatives dans ce domaine.

Jamais L.O. n'a mis ses forces, également importantes dans les centres, au service d'un travail de coordination. Cette attitude provient d'une conception erronée des liens qui doivent unir le Parti et la classe. Comment peut-on en effet construire un parti sans que ce dernier cherche à répondre aux besoins de la lutte de

classe et de son organisation sur le terrain immédiat in dépendamment de tout préalable sectaire ou partisan ? S'il est vrai en effet que le parti ne trouve pas son programme ni les caractéristiques de son organisation dans la lutte immédiate, mais dans les besoins de l'insurrection et de la dictature, l'effort consenti par lui sur le terrain immédiat est indispensable à son renforcement et à son influence. Mais ce n'est pas tant cette considération qui explique chez LO le repli boutiquier et le dédain qu'elle manifeste pour toute initiative en direction des travailleurs des autres lieux de travail, que l'effort consenti par elle dans la course aux voix des "petites gens" sous prétexte de mener la bataille sur le plan politique...

Les anarchistes quant à eux ont tenté dans les derniers mois de répondre au besoin de liaison entre les centres en invitant les postiers de la région parisienne à plusieurs réunions de "coordination". Il est apparu bien vite en fait qu'aucun travail sérieux ne pourrait être mené dans le cadre de ces réunions, où les sectes qui contrôlaient les débats, comme l'OCL, ont passé leur temps à lancer exclusives et préalables à tous les travailleurs dont l'orientation politique ne s'identifiait pas aux principes politiques des organisateurs, au lieu de mettre comme seule condition au travail de liaison entre les travailleurs leur volonté et leur capacité de s'unir pour assurer les tâches élémentaires d'une défense de classe collective. Le résultat a été que nous sommes partis de ces réunions qui ne parvenaient même plus à remplir un rôle dans la circulation de l'information, non sans que nous ayons pris de notre côté des liens avec les éléments sains qui avaient cru trouver dans ces réunions un effort réel d'organisation ouverte.

Nous concluons par cet extrait du bulletin de bilan diffusé sur les Centres de la région parisienne :

POSTIERS, CAMARADES !

Il ne faut pas que la lutte obstinée de nos camarades de Créteil et l'élan de solidarité soient sans lendemain. Il faut que les prochaines luttes se soient donné au préalable un minimum de liaison et de coordination permanente entre les différents centres et bureaux à l'échelle régionale. C'est nécessaire pour que personne ne reste isolé et pour choisir le meilleur moment pour un mouvement d'ensemble qui seul peut faire aboutir nos revendications communes.

Cette coordination *est nécessaire* quelle que soit la forme qu'elle prenne.

Nous appelons à lutter pour elle tous les camarades,

quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale, qu'ils soient sans parti ou non-syndiqués, mais qui mettent en avant *la lutte de défense collective* des prolétaires par-dessus les limites de catégorie, d'entreprise et de nationalité, et qui comprennent que cette lutte *est une lutte de classe*.

Nous appelons à combattre pour cette coordination les camarades qui sont pour *l'utilisation des méthodes de la lutte de classe*, qui seules correspondent aux exigences de la continuation de la lutte.

Ce sont les seuls préalables que nous mettons à cette coordination, car nous savons que c'est seulement sur cette base que pourra naître *une véritable direction* pour nos luttes.

CAMARADES !

Nous savons cependant que cette lutte se heurtera inévitablement à l'opposition non seulement de l'administration mais aussi des bureaucraties syndicales qui veulent concilier l'intérêt des travailleurs et ceux de l'administration sous prétexte de "service public" et se font en réalité courroie de transmission des intérêts de la bourgeoisie dans nos rangs.

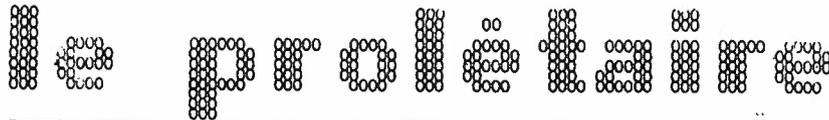
Elle se heurtera aussi à l'inconséquence, à la paralysie des groupes qui refusent, parce qu'ils ont une vision déformée de la lutte prolétarienne, de combattre sérieusement l'orientation des bureaucraties syndicales.

Nous appelons donc tous les camarades conscients des exigences de ce combat à renforcer notre groupe syndical PTT, d'étendre ses forces pour faire valoir de *façon unitaire* ces exigences dans les centres et les bureaux, dans les sections syndicales et toutes les formes de coordination qui pourraient naître, afin de préparer nos luttes futures.

CONTRE L'ORIENTATION REFORMISTE
ET CAPITULARDE !

POUR UN FRONT DE CLASSE PROLETARIEN !

QUELQUES TITRES DE NOS BULLETINS PTT



SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES TRAVAILLEURS ANTILLAIS, GUYANNAIS, ET REUNIONNAIS

Supplément PTT n° 3 OCTOBRE

LA DEFENSE DU SALAIRE EXIGE
LA SUPPRESSION DU TRAVAIL DE NUIT

TRAVAILLEURS une
Ministère des PTT
de tels
-ils

NON A LA REPRESSION
REINTEGRATION DE F. LLAMAS

Les travailleurs du CTA de Créteil luttent dans de bonnes conditions de travail dans un climat de confiance. Cette lutte...

BULLETIN N° 1

POUR RESISTER AUX ATTAQUES DE L'ADMINISTRATION COORDINATION PERMANENTE
DE TOUS LES CENTRES DE TRI

BULLETIN N° 9

SUPPLEMENT AU N° 249
DU PROLETAIRE

un même statut pour tous!

TITULARISATION IMMEDIATE ET SANS CONDITIONS
DE TOUS LES AUXILIAIRES ET VACATAIRES!

02.1978

GRUPE

SOLIDARITE ACTIVE
AVEC NOS CAMARADES DE
CRETEIL-CTA!

Presse du Parti programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- L'Afrique, proie des impérialismes : — Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique. — La lutte pour les marchés africains
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.
- Fastes de la domination impérialiste. Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lectures. Jiri Peilkan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

Le prolétaire Supp. Suisse n° 10

- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.
- Pour une opposition de classe à la PFS.
- La Suisse et l'ONU : bientôt un brigand de plus dans la caverne.
- La 9^e révision de l'AVS.
- Notes syndicales et luttes ouvrières : « Combattre », Dubied, Naville, Matisa, etc.
- Quand le maître reconnaît les services de son valet.
- L'OCDR : sous le jargon ésotérique un démocratisme vulgaire.

Voici le sommaire du n° 11 de

El Comunista

- La república?
- Del Cairo a Trípoli.
- De tanto correr tras « gobiernos obreros » se pierde la vía de la revolución proletaria.
- El sentido de nuestra actividad « externa ».
- Asambleas de Parados : ¡ El pan, a falta de trabajo!
- Mininotas.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 5 avril et le 3 mai, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 18 mars et le 1^{er} avril.
 - A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 2 avril et le 7 mai.
 - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
 - A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 15 avril et le 20 mai.
 - A Avignon : vente aux Halles, place Pie, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 15 avril et le 20 mai.
 - A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Etienne, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 26 mars et le 30 avril.
 - A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 2 avril et le 7 mai.
 - A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 avril et le 5 mai.
 - A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt, soit le 1^{er} avril et le 6 mai.
 - A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 - A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
 - A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 16 avril et le 21 mai.
 - A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
 - A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.
- EN SUISSE
- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

VOICI LE SOMMAIRE N° 5 DE

il programma comunista

- Contro l'attacco su tutti i fronti alle condizioni di lavoro e di vita degli operai, azione unitaria e intransigente dell'intera classe!
- Il Pci e la « centralità operaia » : nebbia sul ruolo dirigente della classe operaia.
- Proletariato femminile e maschile : una sola lotta.
- « Teoria dei tre mondi » : sostituzione dell'epoca imperialista con l'epoca dei movimenti borghesi democratici.
- Antimilitarismo rivoluzionario.
- Germania : sciopero portuali.
- USA : sciopero minatori.
- Svizzera : sciopero alla Naville di Ginevra.
- Contro gli accordi sindacati e padroni unità nella lotta occupati e disoccupati.

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

- | | |
|--|----------|
| 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens..... | 2 F |
| 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme..... | 2 F |
| 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés..... | 3 F |
| 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb !..... | (épuisé) |
| 5 - Question féminine et lutte de classe..... | 3 F |
| 6 - Qu'est-ce que le socialisme ? (Socialisme scientifique contre "socialisme national" algérien.....) | 4 F |
| 7 - La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)..... | 4 F |
| 8 - Violence, terrorisme et lutte de classe..... | 4 F |
| 9 - Elections et gouvernement de gauche: mystifications bourgeoises.... | 4 F |

BON DE COMMANDE

à retourner aux
EDITIONS PROGRAMME
20, rue Jean-Bouton
75012 PARIS - FRANCE

- Veuillez me faire parvenir:
 - les numéros suivants de la revue « Programme Communiste »:
 - les publications suivantes:
 - un abonnement d'un an à (spécifier si pli fermé)
- Ci-joint en paiement un chèque de: à l'ordre de F. Gambini
- Nom et adresse: (en capitales SVP)

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste »:
 - N° 1 à 42 épuisés
 - N° 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N° doubles: 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N° 58 (192 pages) 10,00 F
 - N° 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N° 64, 65 8,00 F
 - N° 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées:
 - Volume III: du n° 118 au n° 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV: du n° 164 au n° 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série: « Les textes du Parti Communiste International »:
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours en réimpression

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalla origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série: « I testi del partito comunista internazionale »:
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna del futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution - In Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série: « The Texts of the International Communist Party »:
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série: « Los textos del partido comunista internacional »:
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série: « Os textos do partido comunista internacional »:
 - 1. Teses caracteristicas do partido: bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 5,00 F

Commandes: Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au
C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois: nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.